

n° 8, édition 2001

Revue « **À lire** »

# *Apprendre à l'âge adulte*

**Billet de Daniel Lavoie**

**Auteur-compositeur-interprète et  
porte-parole de la FCAF**

**L'éducation en Afrique,  
un immense défi**

**Pour mieux soutenir les  
parents peu scolarisés**



**FCAF**



Fédération canadienne pour  
l'alphabétisation en français



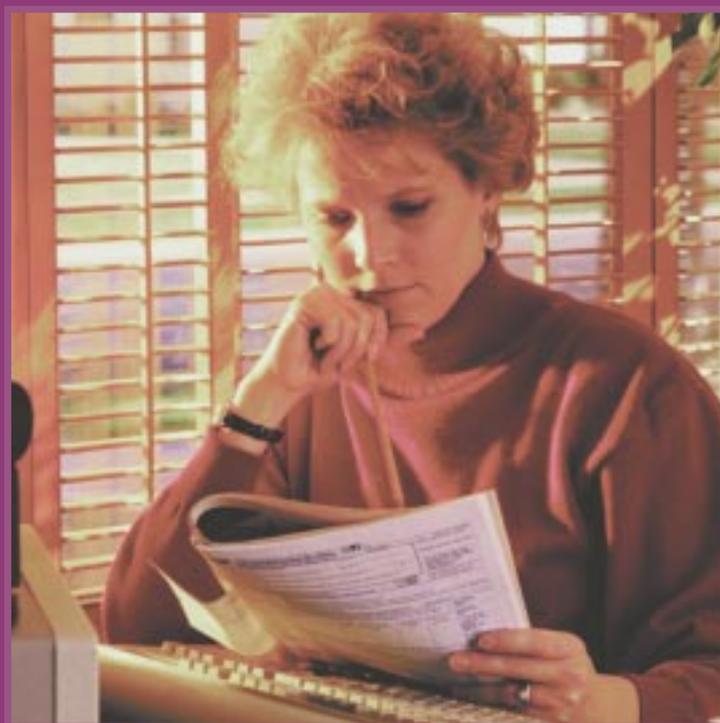
Agence canadienne de  
développement international

POSTES CANADA  
CANADA POST



# Soyez clair et compris!

Vos messages s'adressent-ils  
au grand public?



Fédération canadienne pour  
l'alphabétisation en français (FCAF)  
235, chemin Montréal, Vanier (Ontario) K1L 6C7

## Deux ateliers de formation à votre calendrier de perfectionnement 2001-2002 :

### « Écrire simplement »

- ◆ Apprenez à retenir l'attention de tous vos lecteurs.
- ◆ Rendez vos écrits clairs et compréhensibles.

### « Pour des communications orales claires »

- ◆ Apprenez à adapter vos messages oraux.
- ◆ Tenez compte du niveau de compréhension de vos interlocuteurs

## Vos messages sont importants et doivent être compris

Le *Groupe Communications claires* de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) offre des séances de formation sur mesure d'une journée ou de deux jours.

La formation peut se donner en milieu de travail, au sein des organisations.

#### *Services du Groupe Communications claires :*

- ◆ Formation de groupe en rédaction simple et efficace
- ◆ Formation de groupe en communication orale claire
- ◆ Services-conseils en communication claire et simple
- ◆ Séminaires et conférences sur demande

## Information :

**Diane Pouliot** ou **Johanne Renaud**

Courriel : [d.pouliot@fcaf.franco.ca](mailto:d.pouliot@fcaf.franco.ca)

Téléphone : (613) 749-5333,  
Sans frais : 1 888 906-5666

# Sommaire

**Mot de Margo Fauchon 5**

Présidente de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

**Savoir lire et écrire, une richesse**

**Billet de Daniel Lavoie 7**

Auteur-compositeur-interprète et porte-parole de la FCAF

**La magie des mots à distance**

**Toujours plus loin 8**

Avec Denyse Papineau, gagnante du Prix de la francophonie en alphabétisation de 2001

**Apprendre à lire dans sa langue maternelle 9**

Des adultes qui apprennent à lire en milieu minoritaire

**On est sept millions... Il faut se comprendre! 10**

Un organisme public proche de ses clients

**L'alphabétisme dans quatre pays d'Afrique 13**

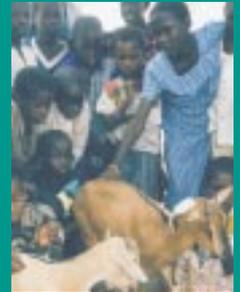
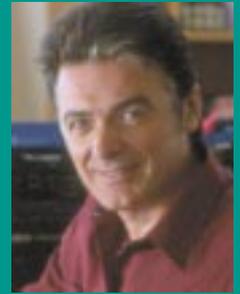
- ◆ L'éducation en Afrique, un immense défi **14**
- ◆ L'éducation de base au Sénégal, la priorité canadienne pour l'aide au développement **16**
- ◆ Les Sénégalaises en marche vers l'autonomie **18**
- ◆ L'alphabétisation des *talibés*, une expérience nouvelle **24**
- ◆ Retour d'Afrique  
Les observations d'une jeune coopérante volontaire **26**
- ◆ L'éducation non formelle au Niger **30**
- ◆ Alphabétisation et développement au Bénin **32**

**Pour mieux soutenir les parents peu scolarisés 36**

**La Semaine internationale des apprenants adultes 40**

**La réalité des mariages exogames 42**

**Intégrer les élèves aux communautés francophones, c'est important! 44**

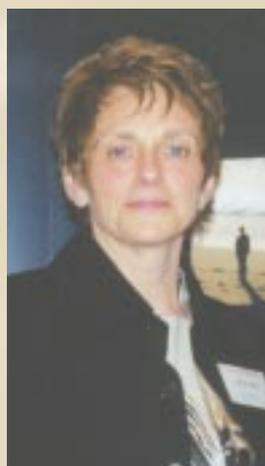


**En couverture**

Photographies de Jules Villemaire

## Mot de la présidente

# Savoir lire et écrire, une richesse



**P**our la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, savoir lire et écrire, c'est l'accession au statut de citoyen ou de citoyenne à part entière. Savoir lire et écrire, c'est l'assurance d'une meilleure qualité de vie. Savoir lire et écrire, c'est une porte vers la liberté.

En mars 2001, la FCAF fêtait son dixième anniversaire de fondation. La Fédération a consacré les premières années de son existence à valoriser l'apprentissage de la lecture. Depuis 1999, elle met davantage l'accent sur l'importance de savoir lire et écrire, elle promeut les avantages de la lecture. La FCAF parle surtout d'alphabétisme, et plus uniquement d'alphabétisation.

Ce numéro de la revue *À lire* démontre bien le tournant qu'a amorcé la Fédération au cours des deux dernières années. Le *Cahier spécial en alphabétisation* s'est renouvelé pour devenir la revue *À lire*.

Depuis la première édition en 1995, la revue a évolué sur le plan du contenu : plus d'articles de fond, plus de recherche. Ainsi, grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international, une partie de la revue est consacrée aux initiatives des Canadiens en Afrique dans le domaine de la formation de base.

Il me fait encore une fois grand plaisir de vous présenter cette édition de la revue annuelle de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français. Vous y ferez la connaissance de personnes engagées dans le monde de l'éducation et de gens qui veulent prévenir l'analphabétisme.

À la lecture de la revue *À lire*, vous comprendrez en quoi savoir lire et écrire constitue une richesse.

### **Margo Fauchon**

Présidente de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

# Découvrez *le plaisir* de lire...

## un magazine

- ~ diversifié
- ~ vivant
- ~ coloré
- ~ clair
- ~ concis

***accessible à tous...***

Découvrez

**gratuitement**

le plaisir de lire... avec

autrement **dit**

Complétez ce coupon et recevez  
votre exemplaire **gratuit!**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

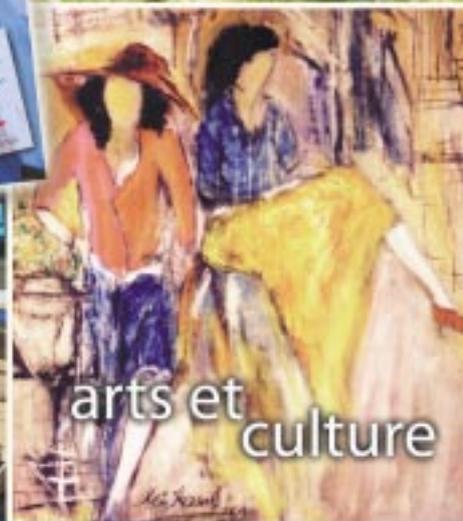
Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Province : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Âge : \_\_\_\_\_



Information: (418) 644-5819

Les auteurs sont responsables des textes publiés dans la revue *À lire*, édition 2001, et ces textes n'engagent en rien les membres de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français. Les créations textuelles ou visuelles publiées dans ce document appartiennent à leur auteur.

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français reçoit l'appui financier du Secrétariat national à l'alphabétisation, secteur du développement des ressources humaines. Il importe aussi de mentionner que cette édition de la revue *À lire* a pu voir le jour en grande partie grâce à la collaboration financière de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). *À lire* a aussi été soutenue par une campagne de financement.

Nous voudrions adresser des remerciements tout particuliers à Postes Canada. Le dévouement de cette entreprise pour notre cause et son appui à la distribution de cette publication sont aussi précieux qu'appréciés.

Nous tenons enfin à remercier et à saluer ceux et celles qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ce projet, que ce soit par leurs idées, leur encouragement ou leur dévouement à la cause de l'alphabétisation en français.

#### RÉDACTION

Aliette Beaudet, Suzanne Benoît, Nathalie Drolet, Margo Fauchon, Aliou Kissima Tandia, Diane Laberge, Richard Lacombe, Sindy Langlois, Daniel Lavoie, Janine Legros, Mamadou Ly, Éric Maltais, Jean-François Méthé, Diane Pouliot, Marie-Ève Thérien et Monique Trotier.

#### PRODUCTION

##### Conception et coordination

Linda Labrecque et Diane Pouliot

##### Publicité

Ruth Lafrenière

##### Photographies

Dons de nos membres et de nos collaborateurs

##### Révision linguistique

Michelle Martin

##### Impression

Imprimerie Quebecor inc.

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente : Margo Fauchon

Vice-présidente : Jocelyne Lavoie

Secrétaire : Suzanne Benoît

Trésorière : Colette Aucoin

Représentant des personnes apprenantes :

Gaston Betty

#### ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATRICES

Suzanne Belleville

Frédéric Canuel

Anne-Marie d'Entremont

Roberta Gilbert

Denis Laporte

Sylvie Savard

Normand Savoie

#### LE PERSONNEL

Directrice générale : Luce Lapiere

Directrice des communications : Diane Pouliot

Agent d'analyse et recherche : Stéfan Bergeron

Secrétaire administrative : Renée Laurin

Adjointe aux agents de projet : Johanne Renaud

#### FÉDÉRATION CANADIENNE POUR L'ALPHABÉTISATION EN FRANÇAIS

235, chemin Montréal, bureau 205

Vanier (Ontario) K1L 6C7

Téléphone : (613) 749-5333

Sans frais 1 888 906-5666

Télécopieur : (613) 749-2252

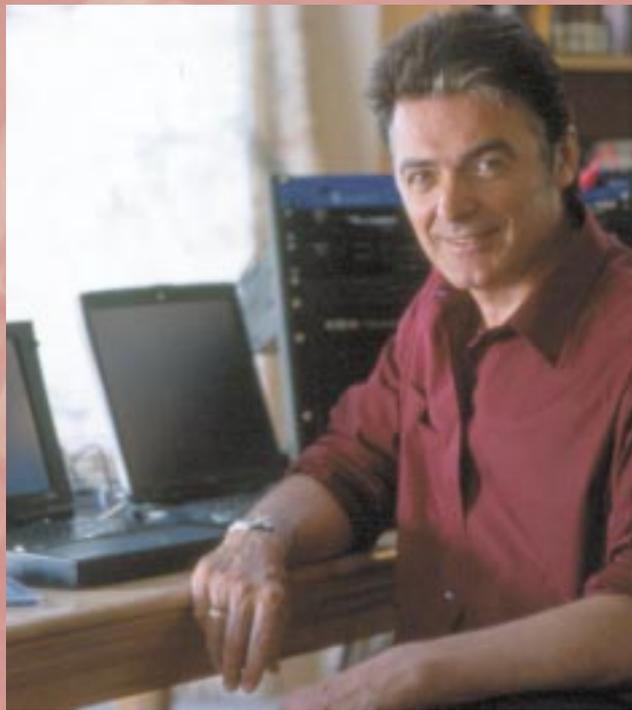
Courrier électronique : [alpha@fcfafranco.ca](mailto:alpha@fcfafranco.ca)

Site Internet : <http://www.franco.ca/alpha/>

ISBN 0-9685402-4-4

Billet de Daniel Lavoie

# La magie des mots à distance



Vous devinez peut-être, et avec raison, que je travaille davantage avec les notes qu'avec les mots. Cela dit, une chanson sans mots n'est pas une chanson. Je dois donc trouver sans cesse de jolis mots pertinents à coller sur mes notes.

Depuis quelques années, je travaille avec des auteurs qui, pour la plupart, vivent en France. Comme moi je vis au Québec, il importe que je puisse discuter du sens des textes avec eux pour pouvoir ajuster les lignes et les rimes à distance.

Le courrier électronique m'offre cette possibilité. Les auteurs et moi échangeons des lettres, parfois plusieurs par semaine, pour achever et peaufiner des textes. L'important dans ce genre de correspondance, c'est que je puisse réussir à dire clairement ce que je veux pour que la personne à qui je m'adresse me comprenne le mieux possible. Il est remarquable à quel point je peux arriver à tout faire juste en échangeant quelques lettres par courrier électronique.

# Toujours plus loin

Par Marie-Ève Thérien

**D**enyse Papineau a une volonté inébranlable. Surmontant la peur, la honte et l'embarras d'ignorer les vingt-six lettres de l'alphabet, elle prend un jour son courage à deux mains pour s'inscrire au centre d'alphabétisation La Griffes d'alpha, situé à Mont-Laurier, au Québec. Quatre ans plus tard, sa persévérance et sa passion des lettres lui valent le Prix de la francophonie 2001 de l'Association canadienne d'éducation de langue française.



Mme Papineau est venue de loin pour s'alphabétiser. Ses parents savaient lire et écrire. Son père, homme instruit, parlait le français, l'anglais, le latin et l'italien. Elle n'a pourtant pas eu cette chance. « Mon frère et ma sœur ont suivi des cours par correspondance, mais moi, on me jugeait trop nulle pour ça. C'est moi qu'on envoyait faire des ménages », explique-t-elle.

« J'ai décidé de m'inscrire à La Griffes d'alpha parce que c'était rendu un besoin personnel et urgent d'apprendre à lire. Je voulais le faire pour moi et cesser de traîner ce secret si pesant. »

C'est après avoir fait part de son projet à son petit-fils qu'elle a décidé de faire le grand saut. « Il avait tellement confiance en moi que ça m'a donné la force de me lancer dans cette aventure », affirme-t-elle.

Depuis, Mme Papineau a fait du chemin. Ginette Gauthier, formatrice en alphabétisation, reconnaît et applaudit sa curiosité et sa force de caractère. Selon Mme Gauthier, son élève a fait de grands progrès : « En plus d'avoir beaucoup d'énergie, Denyse a un désir profond d'apprendre. Elle est toujours à la recherche de nouveaux volumes qui peuvent l'aider dans son apprentissage. »

Aujourd'hui âgée de 60 ans, Mme Papineau connaît la valeur de ses nouvelles habiletés. Non seulement elle peut lire, écrire et calculer, mais elle peut aussi tenir une conversation avec beaucoup plus de facilité : « Je sais dire les vraies choses et je le fais avec beaucoup plus de confiance. C'est une richesse d'être capable de se défendre avec des mots et de savoir ce qu'ils veulent vraiment dire. »

Le pouvoir des mots lui a d'ailleurs ouvert des portes. Bénévole au sein de l'Association du diabète depuis six ans, elle assume maintenant plus de responsabilités dans l'organisation et la gestion des activités. Elle compte également recommencer à faire du bénévolat pour la Saint-Vincent-de-Paul, activité qu'elle avait abandonnée pour se consacrer à La Griffes d'alpha. « Il faut que je donne de mon temps. Je veux aider comme on m'a aidée », confie-t-elle.

Les projets de Mme Papineau ne s'arrêtent pas là. Elle souhaite écrire son histoire, mais en attendant elle aimerait poursuivre ses études à l'éducation des adultes : « Je veux aller aussi loin que possible. Mon petit-fils m'a dit que j'étais capable. Je le crois aussi. » ■

# Apprendre à lire dans sa langue maternelle

**Par Marie-Ève Thérien**

Avant d'obtenir des écoles dans leur langue, les Canadiens français devaient fréquenter les écoles anglaises. Leur enfance et leur adolescence se passaient à apprendre, à raisonner et à additionner dans une autre langue que la leur. Quelles ont été les conséquences de l'instruction en anglais pour ces jeunes francophones? Le décrochage scolaire? L'analphabétisme? Oui.

Comment remédier à la situation? Pourquoi l'analphabète francophone scolarisé en anglais devrait-il s'alphabétiser en français, alors qu'il demeure une minorité linguistique dans son milieu? Dans ses écrits sur le sujet, le chercheur Yvon Laberge explique que « le choix de la langue qui doit être utilisée pour l'alphabétisation revêt une extrême importance. Les analphabètes apprennent plus facilement et plus rapidement dans leur langue maternelle. Dès qu'ils ont un niveau de connaissance suffisant et une confiance dans leur langue première, ils peuvent mettre à profit les aptitudes acquises dans une langue seconde\* . »

Yvon Mahé, consultant en éducation francophone, se rallie à ces propos. Originaire d'Edmonton, en Alberta, il a fréquenté l'école anglaise. C'est par un effort de volonté inouï qu'il a appris et maîtrisé la lecture et l'écriture dans sa langue maternelle. « Quand ça se passe en français à la maison, mais que tout le reste,

même à l'école, se passe en anglais, c'est facile de rester analphabète », affirme-t-il. Il a vu plusieurs francophones obtenir leur diplôme d'études secondaires par la peau des dents parce qu'ils avaient peine à saisir ce qu'on leur enseignait. M. Mahé affirme que cette situation est lourde de conséquences. « Aujourd'hui, ces gens n'ont pas la chance d'exercer des carrières qui leur permettent de développer leur plein potentiel. »

Pour sa part, Laurianne Langevin, de St-Vincent, en Alberta, a voulu apprendre à lire en français après des années d'instruction en anglais. C'est d'abord sa volonté d'aider ses enfants, de leur éviter les mêmes peurs et angoisses qu'elle avait vécues face à la langue, qui l'a incitée à suivre des cours avec une formatrice en alphabétisation. « J'ai décidé que mes enfants n'auraient pas ce problème-là. On était déjà trop nombreux à l'avoir dans la famille », rapporte Mme Langevin.

Les cours d'alphabétisation ont donc commencé dans une cuisine. « J'ai suivi ces cours avec ma mère et quelques autres membres de la famille. » Elle précise que l'appui des siens et l'esprit de camaraderie qui régnait lors des cours ont joué un rôle important dans son apprentissage. « Ces cours m'ont permis de débloquer. »

Le blocage auquel elle fait référence, c'est la frustration qu'elle a éprouvée à l'école anglaise. « J'ai passé des années à ne rien comprendre, et à ne pas comprendre pourquoi je ne

comprendais pas. Je ne réussissais pas très bien. Tout était si compliqué », soutient-elle.

Quelque vingt-deux ans après avoir appris à lire dans sa langue maternelle, elle considère que son apprentissage lui a donné beaucoup de confiance en elle. « Je serais probablement restée chez moi à ne rien faire si je n'avais pas appris à lire. Aujourd'hui, j'ai le choix. Je fais ce que je veux. » ■

\* Conseil international d'éducation des adultes, *Le Monde de l'alphabétisation*, Ottawa, 1977.



Laurianne Langevin, de l'Alberta, a appris à lire en français à l'âge adulte.



Yvon Mahé, consultant en éducation

# On est sept millions...

## Il faut se comprendre!



M. Marc Lacroix, vice-président aux services à la clientèle

Par *Éric Maltais*

**L**e leitmotiv des employés de la Régie des rentes du Québec pourrait ressembler à « Ils sont sept millions, il faut qu'ils nous comprennent ». « Ils », ce sont les clients, les Québécois et les Québécoises, qui sont susceptibles d'appeler au moins une fois dans leur vie l'organisme public responsable de trois programmes importants : le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite. Chaque année, certains communiquent avec la Régie le cœur léger, comme les quelque 70 000 futurs retraités; pour d'autres, c'est la perte d'un être cher (décès, divorce) qui les oblige à appeler.

M. Marc Lacroix, vice-président aux services à la clientèle, cherche à faire en sorte que les clients ne se sentent pas prisonniers d'une bureaucratie absurde. Comme le héros de Kafka.

Ainsi, la Régie des rentes, dans un souci de bien communiquer avec sa clientèle, d'être véritablement à l'écoute du citoyen, entreprenait déjà en 1996 une démarche de simplification de ses communications écrites en révisant ses lettres modèles, avis automatisés et autres documents et en offrant de la formation au personnel communiquant par écrit avec la clientèle. De plus, en 1999, elle procédait à la refonte complète de sa documentation de masse, dont la présentation visuelle et le contenu ont été revus. La majorité de ces publications ont été mises à l'essai auprès des clients tant pour leur clarté que pour leur lisibilité. Mentionnons également que la Régie des rentes participe aux travaux d'un comité sur la simplification des communications dans le cadre d'un Centre d'expertise en matière de services aux citoyens qui réunit six grands organismes québécois (RRQ, CSST, SAAQ, CNT, RAMQ et CARRA).

La Régie a avancé d'un cran dans cette démarche de simplification! Écrire simplement... oui! Mais communiquer verbalement en toute simplicité, pourquoi pas? Elle a donc collaboré avec la

Fédération canadienne pour l'alphabetisation en français (FCAF) à l'expérimentation d'un programme de formation en communication verbale « simple » pour les préposés aux renseignements.

Bon an, mal an, la Régie répond à 1,3 million d'appels, sans compter les rencontres quotidiennes dans les bureaux avec une clientèle nombreuse et variée. « Nos clients proviennent de toutes les classes sociales. Nos préposés doivent leur répondre le plus clairement possible afin que chaque client soit satisfait des renseignements reçus, que l'information transmise corresponde à ses besoins, qu'elle soit comprise », dit Marc Lacroix. « Pour s'en assurer, ajoute-t-il, chaque préposé, avec l'accord du client, est écouté une dizaine de fois par mois en vue de mesurer la qualité des services rendus. Cette façon de faire fait partie de notre programme d'assurance de la qualité. »

Selon M. Lacroix, la formation reste toutefois la clé pour améliorer les services de façon durable. Ainsi, le printemps dernier, des employés ont participé à la formation « Pour des communications orales claires », offerte par la FCAF. Au menu? Vidéocassette de clients donnant leur vision, exercices pratiques pour éliminer le jargon bureaucratique, niveau de langue, maîtrise de la voix (intonation, volume, débit), gestuelle.



Silvia Dancose, à gauche, accompagnant les préposées aux renseignements qui ont expérimenté la formation. De gauche à droite : Silvia Dancose, Jeannette Bélanger, Liliane Lachance, Lucie Laliberté, Gaétane Couture, Lisette Caron, Sylvie Leclerc et Linda Genest

La vidéocassette, préparée par la FCAF, présente Monsieur et Madame Tout-le-Monde expliquant leur perception d'organismes comme la Régie. Elle a permis de recentrer les préposés aux renseignements sur la priorité : *comprendre le client avant tout*. « Ce fut pour nous une bonne façon de comprendre comment nous étions perçus, de comprendre ce à quoi les clients s'attendaient », explique Marlène Tremblay, préposée aux renseignements à Montréal. « Nous sommes plus conscientes de leurs attentes », a-t-elle ajouté, tout en soulignant que les exercices pratiques étaient très près de la réalité.

Les préposés jonglent avec des milliers de situations. Chaque cas est particulier. Et la compréhension du message ne peut tenir qu'à un seul mot ou à un exemple concret. « Un jour, une dame avait reçu une lettre lui précisant que sa rente allait être diminuée d'un certain montant. Elle avait compris qu'elle n'allait recevoir que le montant indiqué dans la lettre, alors qu'il s'agissait seulement de la somme qui serait soustraite à ce qu'elle recevait déjà. Le problème résidait dans l'emploi de la préposition 'de'. Nous faisons souvent face aussi à des situations qui se rattachent au vécu, c'est plus clair ainsi », explique Liliane Lachance, préposée aux renseignements à Québec.

Les préposés aux renseignements éliminent aussi le jargon

bureaucratique de leur vocabulaire et adaptent leur niveau de langue à celui de l'interlocuteur. « Nous tentons de traduire nos termes techniques par des mots simples et clairs. Par exemple, nous utilisons souvent 'gain admissible', mais cette expression ne veut rien dire pour le client. Nous devons utiliser le type de langage que le client emploie. C'est une adaptation constante », dit Marlène Tremblay.

Silvia Dancose, formatrice à la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, a même pu relever des erreurs liées à des réflexes naturels. « Les gens ont tendance à parler plus fort quand ils s'adressent à des immigrants. Ils ne nous comprennent pas mieux : au contraire, ils trouvent cela plutôt agressant. Dans ces cas, il faut adapter le langage; c'est beaucoup plus une question d'intonation et de choix de mots. »

Mme Dancose s'est servie des résultats de recherches de deux chercheurs français, Charles et Williame<sup>1</sup>, pour mettre sur pied le cours « Pour des communications orales claires ». Ce que ces chercheurs ont découvert a de quoi étonner! « Nous accordons souvent peu d'importance à la voix, mais elle compte pour 38 % dans la compréhension d'un message. » « Et, d'ajouter Silvia Dancose, la gestuelle occupe une place encore plus importante : 55 %. Les mots ne comptent que pour 7 %. »

Il n'est donc pas faux de dire qu'il n'y a qu'un pas entre le travail du préposé aux renseignements et celui du psychologue ou de l'enquêteur à l'affût du moindre indice! Car, au-delà des termes, de l'intonation et de la voix, les gestes et le regard sont des points de référence infaillibles pour 'lire' le client en présence du préposé. « Je suis plus consciente des gestes des clients; même s'ils sont de bonne foi, il y a parfois des *non* qui veulent dire *oui* », conclut Liliane Lachance avec une touche d'humour.

« Et cette démarche qui vise à bien comprendre le client n'est qu'un pas dans cette direction », de préciser Marc Lacroix. « Cette formation pourrait très bien venir enrichir le contenu de formation comportementale pour les préposés et être intégrée au programme d'accueil des nouveaux employés. »

« Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage », tel est le leitmotiv de la Régie des rentes du Québec. ■

<sup>1</sup> René Charles et Christine Williame, *La Communication orale*, Paris, Nathan, 1988 et 1998.

# La langue officielle de votre choix FAUT L'ENTENDRE !

**Les bureaux fédéraux désignés bilingues doivent vous servir dans la langue officielle de votre choix.**

**Vous souhaitez mieux connaître vos droits linguistiques ?**

**Vous croyez que vos droits linguistiques n'ont pas été respectés ?**

**COMMUNIQUEZ AVEC NOUS !**

**1 877 996-6368**

***[www.ocol-clo.gc.ca](http://www.ocol-clo.gc.ca)***

Commissariat aux langues officielles  
344, rue Slater  
3<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0T8

Bureaux régionaux :

Atlantique . . . . .	1 800 561-7109
Québec . . . . .	1 800 363-0628
Ontario . . . . .	1 800 387-0635
Manitoba et Saskatchewan . . . . .	1 800 665-8731
Alberta, Colombie-Britannique, Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut . . . . .	1 800 661-3642

COMMISSARIAT  
AUX LANGUES  
OFFICIELLES



CANADA

OFFICE OF THE  
COMMISSIONER OF  
OFFICIAL LANGUAGES

# L'alphabétisme dans quatre pays d'Afrique

Bénin Niger  
Mali Sénégal



**G**âce à l'aide financière de l'Agence canadienne de développement international, la revue *À lire* met en lumière les efforts de Canadiens et de notre gouvernement pour rendre accessible l'éducation dans quatre pays africains.

Les articles qui suivent tracent un survol de projets liés au développement de l'éducation au Sénégal, au Mali, au Niger et au Bénin.

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français présente les défis et les possibilités que rencontrent ces pays africains en matière d'éducation de base. Des organisations et des coopérants canadiens doivent aussi relever ces défis.

Apprendre à **connaître**,  
apprendre à **faire**,  
apprendre à **vivre ensemble**  
et apprendre à **être**  
sont les fondements de l'éducation. Unesco 1996

# Afrique

## L'éducation en Afrique, un immense défi

Par Monique Trotier

**L'**Afrique, ce lointain et immense continent de contrastes, de beautés et d'horreurs. L'Afrique que nous méconnaissons, que nous méprisons parfois et que nous voulons oublier rapidement.

L'Afrique s'impose et s'imposera davantage. Nous nous devons de l'aider à s'ouvrir à une plus grande démocratie, au respect des droits de la personne et au développement de ses institutions.

Le Canada mise sur l'éducation comme facteur principal du développement durable. L'éducation - et cela est prouvé - réduit la pauvreté, améliore la santé, diminue la discrimination liée au sexe et, surtout, permet aux citoyens de prendre des décisions plus éclairées. Mais que d'obstacles à franchir, que de souffrances à apaiser!

### Priorités et aide financière du Canada dans le monde d'ici 2005 :

- ◆ Santé et nutrition :  
l'aide passe de 152 millions à 305 millions par an, soit 1,2 milliard de dollars sur 5 ans.
- ◆ Éducation de base :  
l'aide passe de 41 millions à 164 millions par an, soit 555 millions de dollars sur 5 ans.
- ◆ En Afrique, le budget de l'aide canadienne alloué à l'éducation de base est de 22,5 millions de dollars pour l'an 2000-2001.

*Seulement 10 pays africains ont atteint l'enseignement primaire universel.*

### Un système d'éducation inefficace

De 1990 à 1998, le taux net de scolarisation a progressé de 9 % chez les garçons comparativement à 7 % chez les filles en Afrique subsaharienne. Quarante millions d'enfants africains âgés de 6 à 11 ans ne sont pas scolarisés et les 100 millions qui le sont reçoivent une éducation de mauvaise qualité les obligeant à redoubler des années scolaires dans une proportion de 20 à 29 %.

### La discrimination sexuelle

Les filles en sont la cible. Davantage victimes des traditions, de la pauvreté des parents, les filles assurent les charges familiales et ménagères ainsi que le soin aux malades, et apportent parfois un maigre revenu d'appoint.



### **Le VIH/SIDA**

Au chapitre des horreurs, le sida fait des ravages. On estime que près de 70 % des Africains sont atteints du VIH/SIDA. Dans certains villages africains, 30 % des enseignants sont morts des suites de cette maladie. En Zambie, on évalue à 1300 le nombre de professeurs décédés. Cette terrible pandémie touche aussi les parents et des milliers d'enfants, qui naissent séropositifs.

### **Les guerres**

On note, dans les pays en guerre ou en conflit civil, un net recul en matière d'éducation. C'est malheureusement le cas du tiers des pays africains.

### **Les dettes nationales écrasantes**

Les engagements financiers des pays africains en faveur de l'éducation de base demeurent faibles et ne permettent pas d'améliorer de façon significative le système d'éducation. Le poids de la dette annuelle est estimé à 250 milliards de dollars. La croissance démographique de 3 % par année ainsi que la pauvreté endémique et croissante freinent considérablement l'augmentation des investissements en éducation.

Le Forum mondial de l'éducation à Dakar a permis de corriger le tir en faisant ressortir l'absence de volonté

politique à la fois des pays touchés, des bailleurs de fonds étrangers et des institutions multilatérales. Le réengagement de l'ensemble des partenaires dans l'application du droit à l'éducation pour tous se poursuivra d'ici 2015. Le Canada encourage les pays qui font de réels efforts en laissant place à l'expression des idées, à la critique. Il soutient les pays qui investissent davantage dans l'éducation de base et la santé plutôt que dans l'armement. Devrions-nous libérer totalement ces pays du poids de leur dette? Comment et à quelles conditions? Nous devons répondre rapidement à ces questions, le temps et les besoins pressent. ■

### **Sources :**

- ◆ Revue n° 3 : *Express sur le développement*, « L'éducation et le développement humain », par Allan Thornley et Ranjit Perera.
- ◆ Informations tirées du *Cadre d'action de l'ACDI en matière d'éducation de base*.
- ◆ Bulletin trimestriel n° 44 : *Le Castor sahélien*, « 10 ans après Jomtien » par Évelyne Sylva.
- ◆ Service des communications de l'ACDI, Ginette Le Breton, agente

## **Pays africains bénéficiant de l'aide canadienne dans le domaine de l'éducation**

**de base cette année :** l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie.

# Sénégal

## L'éducation de base au Sénégal, la priorité canadienne pour l'aide au développement

Par Monique Trotier

En avril 2000 avait lieu à Dakar, au Sénégal, le Forum mondial sur l'éducation. À cette occasion, la ministre de la Coopération internationale, madame Maria Minna, annonçait un octroi de cinquante millions supplémentaires, échelonné sur cinq ans. Cet octroi sera consacré exclusivement à l'amélioration de l'éducation de base au Sénégal. Cet argent servira notamment à consolider les structures existantes en alphabétisation. Au Sénégal, plus des trois quarts de la clientèle analphabète qui bénéficie des interventions de l'ACDI sont des filles et des femmes.

### Les grands axes de travail en éducation de base se résument à ce qui suit :

- 1 améliorer de façon marquée la qualité de l'enseignement en alphabétisation, au primaire, en formation professionnelle.
- 2 adopter une méthodologie d'évaluation qui engage les professeurs, les parents, les inspecteurs et les élèves sur la base des résultats scolaires et des tests.
- 3 aider les Sénégalais à améliorer le cursus de l'éducation de base. Par exemple, introduire dans

les manuels scolaires le principe de l'égalité des sexes, élaborer une approche plus pragmatique de l'apprentissage fondée sur les réalités sénégalaises et africaines.

- 4 soutenir les Sénégalais dans la restructuration de la formation professionnelle. Cette dernière étape demande plus de temps, car les Sénégalais sont à passer du lycée technique à l'école professionnelle selon le modèle nord-américain.

L'apport de l'aide canadienne en éducation de base au Sénégal s'inscrit dans un programme d'investissement sectoriel : les trois plus grands donateurs, la France, la Banque Mondiale et le Canada, coordonnent leur aide et agissent dans leur secteur respectif, selon un plan d'action conçu par le Sénégal. Ce pays a clairement établi, dans un plan décennal, sa vision et sa stratégie nationale d'éducation, fait rarissime en Afrique.

Il y a quatre ans, 20 % de l'enveloppe d'aide apportée au Sénégal était consacré à l'éducation de base. En l'an 2001, l'éducation de base constitue le premier secteur où se concentre notre coopération avec plus de 50 % du budget. Le Canada encourage les pays démocratiques comme le Sénégal. La société civile sénégalaise s'exprime haut et fort et le gouvernement



du président Wade, élu récemment à une majorité confortable aux élections législatives, laisse augurer une ère de changements vers la modernité, à la façon sénégalaise.

Le Canada a choisi d'accepter la « sénégalisation » du contenu en éducation de base. Il y a des embûches, certaines leçons sont plus coûteuses que d'autres, mais l'urgence d'intervenir rapidement dans ce domaine a primé sur l'attente d'un système parfait. L'excellence aurait exigé plus de temps et, par le fait même, aurait hypothéqué l'alphabetisation de cinquante à soixante mille enfants. On apporte les corrections au fur et à mesure, selon les besoins. Le Canada s'est doté d'outils efficaces de surveillance, de mesure et de soutien. Ainsi, on peut renforcer les capacités des Sénégalais et mieux les responsabiliser.

La cible d'alphabetiser deux cent mille enfants d'ici l'an 2006, de miser sur l'éducation de base en la juxtaposant à la formation professionnelle, est bien

◆ Le Sénégal consacre plus du tiers de son budget total à l'éducation.

◆ Depuis trois ans, son budget en éducation est passé de 28 % à 33 %.

◆ Le Sénégal et l'Ouganda sont les pays africains qui misent le plus sur l'éducation.

◆ En considérant des pays comparables en Afrique subsaharienne, le Sénégal est le pays dont le taux d'alphabetisme est le plus élevé. Cela s'explique par l'héritage français qui favorisait traditionnellement l'élitisme plutôt que l'éducation de masse.

documentée. Le Sénégal et le Canada unissent leurs efforts pour atteindre ce but bien précis, porteur d'espoir.

Puis le jour viendra où nous constaterons qu'éduquer est une chose et qu'entretenir l'alphabetisation fonctionnelle en est une autre. Il n'y a pas de solutions magiques, il n'y a que des pistes pour l'instant. Mais commençons par le commencement. ■

# ABC Femmes

# Sénégal

## Les Sénégalaises en marche vers l'autonomie

*\*Par Monique Trotier*

Il est dix heures à Ngombel, petit village situé à quelques kilomètres de Dakar, au Sénégal. Le sable est brûlant. Sur le côté nord d'un bâtiment s'élève une sorte de hutte spacieuse et fraîche, construite de branches et surmontée d'un toit de paille. C'est l'heure de l'école pour les mamans accompagnées de leur nourrisson. Elles sont plus d'une vingtaine assises sur de petits bancs en bois, une table posée devant elles, à crayonner d'une main et à balancer un petit coco de l'autre pour l'endormir. Un jeune professeur enseigne des notions de calcul en simulant de petits emprunts qu'elles auront à gérer.

Ici, chaque élève a droit à une chèvre. L'élevage en commun des chèvres permet un apport financier intéressant et la croissance du cheptel relève de la communauté. Les élèves apprennent à choisir une bonne bête, à discuter du prix d'achat ou du prix de vente avec des responsables, à dépister les maladies et à donner les soins de base avec l'aide d'une personne-ressource. Elles inscrivent tous ces renseignements dans leur cahier personnel de gestion.

Ces femmes analphabètes apprennent à lire et à compter à partir de leurs petites activités économiques. Voilà le secret du succès et de la motivation. Les buts avoués de ce projet sont l'alphabétisation et l'autonomie des femmes.

### **L'éducation : un défi de taille**

Au cours des vingt dernières années, l'État sénégalais, comme bien d'autres pays du Tiers-Monde, a été forcé de

restructurer son économie sous les pressions de la Banque Mondiale et du Fonds monétaire international. Le gouvernement sénégalais s'est désengagé de l'éducation, faute de moyens, et l'a confiée à des organisations non gouvernementales locales qui reposent sur la société civile. En principe, les projets sont sélectionnés en fonction de leur qualité et doivent d'abord favoriser les régions où se retrouve le plus haut taux d'analphabétisme. Mais, en réalité, les budgets sont limités, la gestion des projets et la compétence des ressources humaines, difficiles à juger, et surtout plusieurs mettent en doute la responsabilité de l'État face à l'éducation. Le Sénégal s'est donné comme objectif de réduire à 36 % le taux d'analphabétisme en 2004, qui était de 71,8 % en 1997.

Le programme d'éducation non formelle pour les femmes s'insère dans un projet national appelé le PAPA – Projet d'appui au plan d'action en éducation non formelle. Le PAPA comporte plusieurs volets, dont l'un mise sur l'éducation de base des jeunes garçons et filles de neuf à treize ans et l'autre, sur l'alphabétisation des filles et des femmes en utilisant toujours le concept alpha-formation-travail.

Il faut savoir qu'au Sénégal près de 80 % des femmes sont analphabètes. Le système scolaire formel, calqué sur l'ancien système français, ne répond pas aux besoins des enfants. Le taux d'abandon scolaire est effarant, 70 % des élèves dit-on, dont la majorité sont des filles. Les défis sont très grands pour ce pays et l'immense travail qui se fait à la base par des hommes et des femmes motivés est formidable et porteur d'espoir.



*Femmes en classe dans le village de Ngombel, au Sénégal*

## L'alphabétisme dans quatre pays d'Afrique

### La part des femmes

Le Sénégal est situé à l'ouest de l'Afrique, sur l'océan Atlantique. Ce vaste pays de plus de sept millions d'habitants est aride et désertique au nord, luxuriant au sud. Dakar, la capitale, est située sur la mer, et la belle île de Gorée, tout en face, est tristement célèbre comme porte de sortie des esclaves noirs en route pour les Amériques. Le Sénégal est de confession musulmane à 90 %, et le pouvoir de la société religieuse mâle est immense.

Les femmes sénégalaises sont de courageuses battantes. Elles luttent dans la mesure de leurs moyens pour s'affirmer dans l'espace libre laissé par le sous-emploi du mari et essaient de conquérir plus grand en exerçant de petites activités génératrices de revenus qui quelquefois dépannent, mais la plupart du temps soutiennent totalement la famille.

### « Aller là où je ne pensais pas. » Dibou Seye, petite bonne

Dibou Seye est une belle jeune fille de seize ans. Originaire d'un petit village, elle vit à Dakar chez une tante depuis l'âge de sept ans. Sa condition d'immigrée en ville est tout à fait typique, car de plus en plus de villageois cherchent dans les grands centres une meilleure survie, gonflant ainsi le bassin des indigents. La famille de Dibou compte financièrement sur son travail de petite bonne pour survivre. Les employeurs sont des gens aisés qui exploitent souvent les enfants en les faisant travailler sept jours par semaine à un salaire de crève-la-faim. Environnement et développement du Tiers-Monde (ENDA), organisation non gouvernementale qui œuvre à l'échelle internationale, sensibilise les femmes et les filles à la dignité dans le travail. L'organisation a envoyé Dibou, alors qu'elle avait huit ans, en classe d'alphabétisation après son travail.

« Depuis, j'apprends à compter et à lire, dit-elle, et j'apprends aussi en français. C'est important parce que je vis dans la capitale où la langue principale est le français. »

Dibou est devenue représentante nationale de cinq associations de bonnes qui revendiquent leur droit au travail sécuritaire, des heures normales et un salaire honnête. À 14 ans, elle a participé à la marche des bonnes qui protestaient contre l'esclavage au travail, les injustices et la violence de la part de leur patron. « On a réglé nos problèmes en parlant aux employeurs dans nos associations de quartier. » L'an dernier, Dibou prenait la parole au nom de trois mille petites bonnes au Forum mondial sur l'éducation à Dakar. « J'ai dit : Vous êtes là et vous parlez d'éducation pour tous. Quand allez-vous rencontrer les enfants, quand allez-vous discuter avec eux lorsque vous parlez de travail? »

Bien sûr, dans notre société bien pensante, le travail des enfants est un concept difficile à accepter, mais supprimer toutes sources de revenus pour eux et leurs parents, n'est-ce pas plus cruel? ENDA privilégie la dignité dans l'éducation des jeunes que l'on offre, entre autres, sous forme de cours d'alphabétisation, de formation professionnelle, de participation à une caisse de crédit et d'épargne, de mutuelle de santé. Dibou enchaîne en disant que l'école d'alphabétisation lui a donné l'assurance et les mots pour s'exprimer : « L'éducation m'amène là où je ne pensais pas aller. J'ai fait le rêve de devenir importante, de revendiquer des droits pour celles qui sont comme moi. »

### Éducation et tradition, un combat inégal

L'éducation des filles et des femmes du Tiers-Monde est la principale clé du développement. Les femmes ont droit au respect et à l'égalité parce qu'elles aussi, au

# Les Sénégalaises en marche vers l'autonomie

(suite)



même titre que les hommes, contribuent au développement et à l'enrichissement de leur pays. Dans la société sénégalaise, faire admettre cela au pouvoir mâle n'est pas tâche facile. La polygamie est un fait courant et il n'est pas rare de voir une famille constituée de trente à quarante enfants, de quatre femmes et d'un homme. Comment peut-on, dans de telles conditions, nourrir, loger, et surtout éduquer les enfants? Souvent les filles écopent. Peut-on en blâmer les mères, elles qui en ont plus que besoin pour les travaux ménagers, le transport de l'eau, le soin du bétail et la garde des petits?

En ville, les filles n'échappent pas aux tâches quotidiennes de la maison. Elles doivent, en outre, chercher une petite rémunération en vendant des arachides dans la rue, par exemple, ou en devenant bonnes chez des gens riches ou dans une famille élargie. Alors, comment peuvent-elles trouver le temps de s'éduquer?

Dans ce milieu de survie précaire, l'école apparaît comme un luxe. Il faut payer les cours, les cahiers, le *bic*. On offre l'éducation d'abord aux garçons, car les filles vont se marier de toute façon. Le système scolaire formel commence seulement à se rendre compte des lacunes et du retard à rattraper chez les filles pour inciter les parents à envoyer leurs filles à l'école, et surtout à les y laisser.

**« Nous devons trouver notre propre façon de faire évoluer notre société. »** Françoise Faye

Saint-Louis, ancienne ville coloniale française au nord-ouest du Sénégal. Imaginez cette île avec d'un côté ses quartiers militaires et de l'autre, ses résidences à balcons de bois sculpté et ses rues piétonnières étroites, le charme suranné de son histoire « chargée d'âmes », comme le dit si bien le professeur et poète sénégalais Amadou Diop, ses belles et nonchalantes signares, mulâtresses amantes des puissants maîtres blancs, le tout baignant dans le

reflet doré et rose des murs décrépits et à l'abandon. Cette ville qui a atteint sa splendeur au dix-neuvième siècle est liée intimement au fleuve Sénégal par le commerce de la gomme et la traite des esclaves.

Françoise Faye vit à Saint-Louis. Cette jeune femme sérieuse relevait en 1995 un grand défi. Éducatrice de formation, elle devenait responsable d'un projet spécialement conçu pour les filles à la Fondation Paul Gérin-Lajoie. Le SCOFI – Scolarisation des filles – avait comme mandat d'amener tout simplement les filles à l'école. Pendant deux ans, elle a travaillé à la sensibilisation des mères. « Les femmes étaient les principaux obstacles, non parce qu'elles ne veulent pas envoyer leurs filles à l'école, mais parce qu'elles ont une charge de travail considérable et qu'elles en ont besoin à la maison. Pour les convaincre, il fallait les faire réfléchir sur leur propre situation de femmes. Après analyse, nous avons touché la corde sensible : la santé et l'éducation des enfants. Toutes les mères veulent que leurs enfants vivent dans de meilleures conditions et cela nécessite des sacrifices de leur part. Nous avons réaménagé l'emploi du temps pour donner aux filles la possibilité d'aller à l'école. Nous avons eu également l'aide des imams et des chefs. Vous savez, la religion musulmane interprète mal le rôle de la femme et il fallait rectifier certaines erreurs au nom des femmes. Les imams ont utilisé les radios locales pour changer les mentalités. Mais tout n'est pas gagné. Le partage des tâches avec les hommes reste impossible; le travail pèse terriblement sur les épaules féminines. »

Françoise Faye est actuellement formatrice des maîtres à l'Université de Saint-Louis. Les enseignants sont à



*À Lamptar, jardin cultivé par les jeunes élèves. Elles font la culture de l'oseille et du piment; le profit de la vente est réinvesti dans le projet scolaire pour l'achat de matériel de toutes sortes.*

l'image de la société, c'est-à-dire majoritairement mâles. Il s'avère nécessaire de travailler à abattre les stéréotypes ainsi qu'à former les maîtres sur la spécificité des filles et des femmes. La société sénégalaise doit investir dans le partage équitable entre les sexes et former les filles à développer leur courage et leur esprit de décision.

« Il faut ménager les mentalités, dit Françoise, et intégrer les activités féminines dans la formation. Il ne faut pas être trop draconiens, sinon on obtient l'effet contraire.

Vous savez, de plus en plus d'hommes se rendent à l'évidence qu'ils ne peuvent pas tout faire, il faut donc que les femmes s'impliquent davantage. Les mentalités changent doucement. La scolarisation est incontournable en l'an 2000 et devient l'espoir des filles et des femmes dans le contexte moderne où tout s'écrit. On n'a pas le choix. Le développement passe par la scolarisation. Nous devons trouver notre propre façon de faire les choses et de faire évoluer notre société. C'est un travail de longue haleine, et c'est en outillant les petites filles qu'on y arrivera. »

### **Conquête modeste mais constante**

La prise de conscience en ce qui a trait à l'équité et au partage fait son chemin. Déjà, on construit des infrastructures scolaires en pensant aux filles. Par exemple, on bâtit maintenant des écoles avec des toilettes pour les écolières. Élémentaire, n'est-ce pas? Mais aussi plus coûteux.

Quand on voit des mamans, le sourire aux lèvres, aider leurs enfants à faire leurs devoirs, quand les femmes nous disent avec fierté que le fait de savoir écrire et calculer leur permet de gérer leurs affaires dans l'intimité de leur famille, quand on nous dit que la mère sait désormais lire la prescription du médicament pour son bébé malade, quand on voit une fillette faire ses devoirs à vingt et une heures, assise sous un réverbère, on se dit qu'il y a là-bas une immense soif d'apprendre et que

nous, chanceux de vivre dans un pays riche, nous devons être sensibles à ce besoin si grand et tellement porteur d'espoir. Non, on ne revient pas d'Afrique comme on est parti. Il y a énormément à dire, et rien n'est simple. Cet immense continent recèle pour nous des trésors d'enseignement, de touchantes histoires à succès, des histoires toutes simples d'amélioration de la qualité de vie avec presque rien, des histoires de bonheur dans le partage de maigres ressources.

Les femmes unifient le monde et leur action collective décuple leurs forces. Chaque jour, elles gagnent en autonomie, en acquisition de nouveaux pouvoirs. Elles négocient davantage en position de force et les rapports entre les sexes se modifient peu à peu dans le respect de l'autre. Où serons-nous dans vingt-cinq ans? Qu'auront acquis les femmes les plus démunies de la planète? Nous avons tous et toutes une responsabilité à cet égard et il n'en tient qu'à nous, les plus choyés de la société, d'y penser et de poser un geste ou deux à l'occasion. ■

### **S'ouvrir à l'autre : un choix qui nous appartient**

*\* Monique Trotier est réalisatrice de télévision et s'intéresse à la situation de la femme à travers le monde. Elle a coréalisé avec Julie Huard le documentaire « De l'une à l'autre, les femmes et le travail Cameroun-Canada » et prépare une autre émission d'une heure sur les femmes et l'éducation, « ABC Femmes, Sénégal-Canada », qui sera diffusée sur les ondes de Radio-Canada Ontario Outaouais à l'automne 2001. Ces documentaires ont été produits avec, notamment, la participation financière de l'ACDI et de la Société Radio-Canada.*

Centre FORA

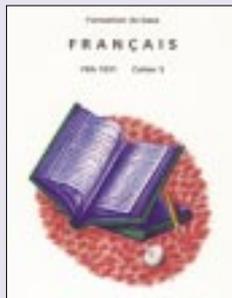
Réussir les tests du GED

Deux nouveaux produits!

*Réussir les tests du GED* offre une excellente préparation aux tests du GED administrés au Canada et aux États-Unis. Il s'adresse à tous les candidats et candidates francophones qui se préparent à ces tests en vue d'obtenir l'équivalence d'un diplôme d'études secondaires.



Collection Formation de base



Cette collection de 36 cahiers d'exercices présente les éléments pédagogiques nécessaires à la formation de base des adultes en français et en mathématiques.

**Français**  
20 cahiers, 3 corrigés et 3 guides pédagogiques  
**Mathématiques**  
16 cahiers, 3 corrigés et 3 guides pédagogiques



Centre FORA

432, avenue Westmount, unité H  
Sudbury (Ontario) P3A 5Z8

Commandes et services : 1-888-814-4422

Télécopieur : 705-524-8535

Courriel : [lromain@centrefora.on.ca](mailto:lromain@centrefora.on.ca)

[www.centrefora.on.ca](http://www.centrefora.on.ca)

# COLLÈGE FRONTIÈRE

Cette année encore, plus de 2000 étudiantes et étudiants universitaires donneront de leur temps et offriront leurs talents pour soutenir l'alphabétisation au Canada.

Ces bénévoles

- ◆ offrent un **tutorat individuel** à des adultes en démarche d'alphabétisation et de francisation
- ◆ soutiennent des jeunes en difficulté dans des programmes d'**aide aux devoirs**
- ◆ suscitent le goût de la lecture chez les enfants de tout âge par le biais de **cercles et de tentes de lecture**
- ◆ développent des activités de **sensibilisation**



Pour plus d'informations, contactez l'un de nos bureaux régionaux :  
MONTRÉAL : (514) 528-1001 ◆ SHERBROOKE : (819) 346-5460  
QUÉBEC : (418) 821-8989 ◆ TROIS-RIVIÈRES : 1-877-366-8989

**PARTAGE TON SAVOIR...**

[www.collegefrontiere.ca](http://www.collegefrontiere.ca)



# Sénégal

## L'alphabétisation des talibés, une expérience nouvelle

Par Aliou Kissima Tandia

Avec la collaboration de Mamadou Ly

La Fondation Paul Gérin-Lajoie intervient au Sénégal depuis treize ans. Elle a mis sur pied plusieurs projets pour les communautés scolaires locales. Ces actions ont été longtemps centrées sur les élèves des écoles publiques. C'est en revoyant sa mission que la Fondation a jugé nécessaire d'étendre ses activités aux enfants exclus du système officiel.

C'est ainsi qu'en 1999 elle entreprenait une expérience novatrice auprès de 35 jeunes mendiants issus d'une école coranique de Saint-Louis. Ces enfants, communément appelés *talibés* (étudiants), sont confiés par leurs parents à des maîtres pour qu'ils apprennent le Coran, livre saint des musulmans. Le phénomène des *talibés* constitue une vieille tradition ouest-africaine. Ces enfants, dont l'âge oscille entre cinq et quatorze ans, proviennent souvent du monde rural et sont issus de familles et de catégories socio-professionnelles très diverses. Tous vivent cependant dans les mêmes conditions, sous l'autorité de leur maître coranique.

### Des enfants à l'horaire chargé

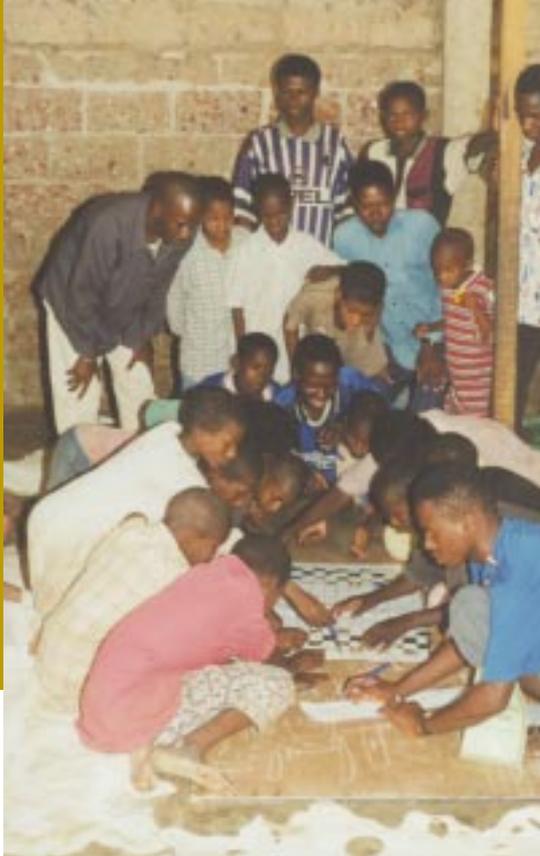
La vie du *talibé* se déroule au rythme de l'apprentissage du Coran et de la mendicité, leur seul moyen de subsistance. Celle-ci, on le sait, peut conduire à toutes les dérives. Il arrive qu'on ne respecte pas les heures consacrées à l'apprentissage du Coran en raison des problèmes alimentaires. Quant aux heures de mendicité, elles coïncident avec celles

des repas principaux de la journée, c'est-à-dire la matinée, la mi-journée et la fin de la journée. Deux jours par semaine sont théoriquement consacrés au repos. La Fondation organise ses cours d'alphabétisation pendant ces deux jours.

### Une expérimentation réussie

La première classe expérimentale a donné des résultats appréciables. En dépit des nombreux problèmes auxquels sont confrontés les enfants, le taux de fréquentation a varié entre 70 % et 90 %. Ce taux de fréquentation s'explique par l'adhésion des enfants et de leur maître au programme et par l'organisation des cours dans l'enceinte de la *daara* (école coranique). Il a bien fallu adapter le rythme et les heures d'enseignement à l'horaire des enfants, mais les résultats obtenus au bout de huit mois se sont avérés très satisfaisants.

L'expérience étant concluante, la Fondation a décidé d'ouvrir en 2000-2001 neuf classes supplémentaires, portant ainsi le nombre de classes à dix. Ces classes accueillent 320 enfants comptant 265 garçons et 55 filles. La prédominance des garçons s'explique par le fait que la plupart des classes sont composées d'élèves venant des écoles coraniques. Par ailleurs, avec le consentement des maîtres coraniques et des alphabétiseurs, on a instauré un nouvel horaire d'enseignement pour permettre aux jeunes de bénéficier de neuf heures de formation par semaine.



*Les talibés dans une classe d'alphabétisation à Saint-Louis*

### **Un programme axé sur le développement global des enfants**

En plus des disciplines fondamentales que sont la lecture, l'écriture, le calcul et le langage, le programme comprend cette année des activités manuelles. Ces activités, à dominante artistique et esthétique, visent le développement du génie créateur des enfants. En fait, les enfants peuvent s'épanouir sur plusieurs plans : cognitif (savoir), psychomoteur (savoir-faire) et socioaffectif (savoir être).

Pour parvenir à ses fins, la Fondation a établi un programme échelonné sur deux campagnes de huit mois. Chaque campagne correspond à deux niveaux. À la fin du premier niveau, les enfants doivent être capables, entre autres, de lire et d'écrire des textes simples. Après la deuxième année, suite logique du premier niveau, les enfants doivent être en mesure de lire couramment et de maîtriser les opérations mathématiques de base. Ce programme ambitieux se fait grâce au choix des formateurs. La Fondation leur offre une formation et des suivis.

### **Les alphabétiseurs**

Avant d'intervenir dans un milieu, la Fondation prend soin de vérifier si toutes les conditions sont réunies pour ouvrir une classe. Au cours de cette étude du milieu, elle essaie de trouver des personnes-ressources capables d'offrir les cours. Ce travail de recherche conduit au choix des formateurs. Avant de démarrer les cours, les futurs formateurs reçoivent une formation variant de quinze jours à un mois pour leur permettre de concevoir et d'exécuter un programme d'apprentissage.

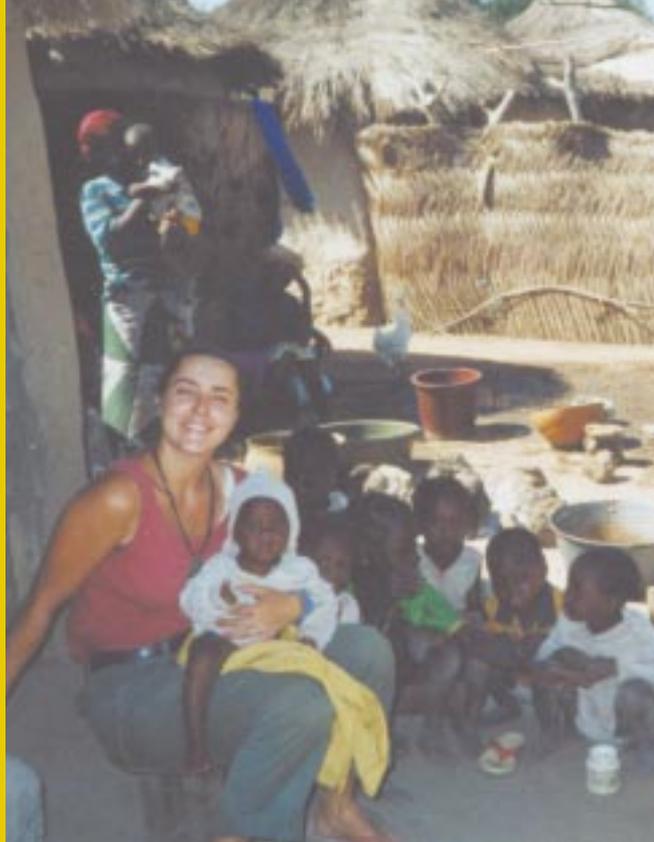
### **Ce qui empêche d'apprendre**

Les résultats obtenus l'année dernière et ceux que l'on compte récolter cette année montrent que ces enfants ont de très bonnes dispositions pour étudier. L'intervention dans ce milieu ne s'est toutefois pas faite sans contraintes. Le manque d'équipement dans les classes fait partie de ces difficultés : les enfants travaillent à même le sol et cela a une incidence négative sur la qualité des écritures.

#### ***Parmi les autres contraintes, mentionnons :***

- ◆ le manque de salubrité des lieux lié aux conditions d'existence des *talibés*, qui vivent dans la promiscuité;
- ◆ le crédit horaire qui n'est pas suffisamment extensible;
- ◆ la nécessité pour la plupart des enfants d'aller chercher leur pitance par la seule voie de la mendicité.

Si l'on veut créer une égalité des chances chez tous les enfants et endiguer le phénomène de l'analphabétisme, il importe d'investir dans tous les enfants sans exclusivité. La réussite de toute intervention en milieu *talibé* passe cependant par la mise en confiance des maîtres coraniques, leur engagement dans les actions à entreprendre et la prise en compte de la dimension sociale et affective de la question. Pour mieux comprendre le phénomène des *talibés*, un travail sur le terrain s'impose. ■



## L'alphabétisme dans quatre pays d'Afrique

**Sindy Langlois**

**une jeune coopérante volontaire**

# Mali

## Retour d'Afrique

Par Sindy Langlois

**L**e 5 septembre dernier, contre toute attente, je m'envolais pour l'Afrique. Après plusieurs mois de préparation, j'allais enfin réaliser mon rêve : faire de l'alphabétisation dans un pays en développement. Pour atteindre un tel objectif, j'ai dû investir beaucoup de temps et d'efforts, mais, croyez-moi, le tout en valait la peine! Si je le pouvais, je repartirais dès demain! Mais comment en suis-je arrivée à atterrir au nord-ouest du continent africain, alors que ma destination prévue était tout autre? C'est ça, l'aventure...

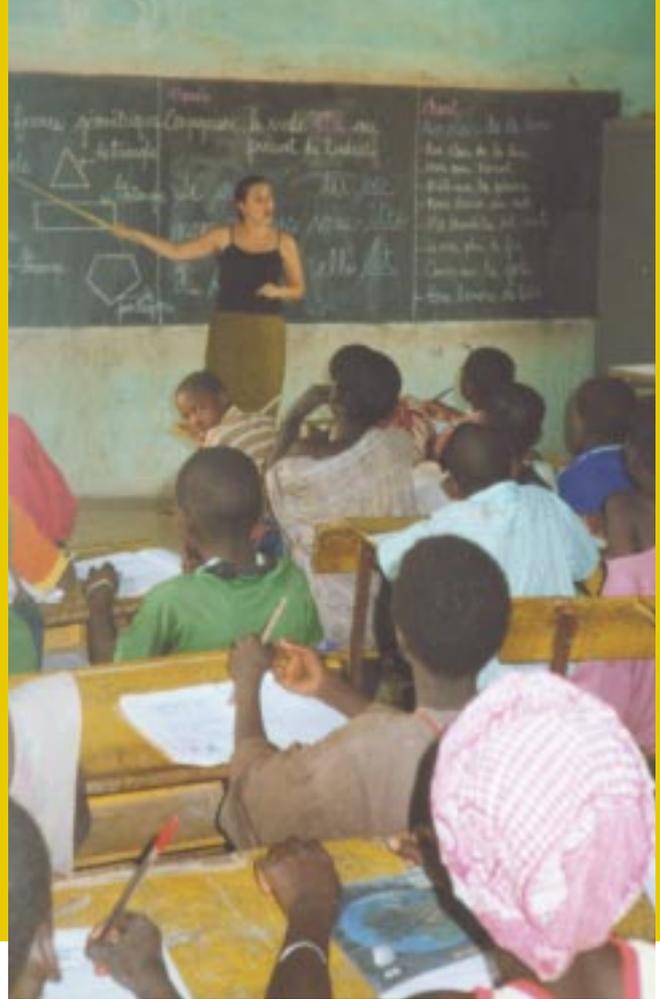
Encadrée par Carrefour Canadien International (CCI), organisme à but non lucratif qui bénéficie du soutien financier de l'ACDI, j'ai consacré l'année précédant mon départ à ma préparation tant matérielle que psychologique en participant à divers ateliers sur le choc culturel, le développement durable, ainsi que sur l'alphabétisation ici et ailleurs. Également, riche de dons de diverses communautés religieuses, j'ai fait l'achat de fournitures scolaires et de guides pédagogiques. J'ai aussi préparé des exercices à faire avec les apprenants, j'ai fait des photocopies et j'ai rassemblé du matériel sonore. Tout avait été prévu, calculé; j'étais donc fin prête à partir!

Cependant, à cette époque, je ne connaissais pas encore les deux règles d'or du coopérant, à savoir :

- 1) même lorsque tout semble à point, il faut garder l'esprit ouvert et demeurer prêt à changer de cap rapidement,
- 2) il ne faut pas croire surtout que tout fonctionne comme chez soi. Car si je vous ai révélé que j'ai atteint mon objectif – faire de l'alphabétisation avec des femmes –, je tiens à vous dire que je l'ai réalisé à l'endroit où je m'y attendais le moins et avec des moyens insoupçonnés...

Ainsi, jusqu'à la toute dernière minute, je me suis préparée à partir pour... Madagascar. Un peu de langue malgache apprise pendant l'été, des guides de la grande île dans mes valises et des lieux à visiter en tête, je croyais, en bonne Nord-Américaine, que je maîtrisais la situation. Ce n'était pourtant pas le cas. Un ouragan dévastateur et une grave épidémie de choléra sur l'île ont modifié mes projets du tout au tout. En effet, pour des raisons de sécurité, CCI a jugé préférable d'annuler mon départ pour Madagascar.

Vous pouvez sans doute imaginer mon état d'esprit à l'annonce de cette décision : j'étais à la fois déçue, déstabilisée et tourmentée quant à l'avenir et à la



réalisation de mon projet. J'avais investi tellement d'efforts jusqu'alors! Encouragée par mes amis, j'ai décidé de demeurer confiante et de remettre le tout entre les mains du destin. Si je devais partir, on me trouverait bien un autre endroit où aller, sinon mon projet serait reporté d'une année. À la fin de l'été, j'ai reçu un coup de fil m'annonçant qu'on m'avait trouvé un nouveau lieu de stage. J'irais au Mali, à Nienguecoura, petit village d'un peu plus de 500 âmes situé à environ 250 km de la capitale, Bamako. Je n'avais donc pas acheté tous ces cahiers pour rien!

Le Mali est l'un des pays les plus pauvres au monde. On y compte environ 10 millions d'habitants, dont près de la moitié ont moins de quinze ans. Malgré les efforts croissants du gouvernement malien et de ses partenaires étrangers en matière d'éducation, le taux d'alphabétisation y est encore très faible. En 1997, il se chiffrait à seulement 8 % comparativement à 97 % pour le Canada<sup>1</sup>. Comme dans plusieurs pays d'Afrique, ce sont surtout les hommes qui ont accès à l'éducation. Cependant, la place grandissante qu'occupent les femmes au sein de la société malienne ainsi que la reconnaissance progressive des enjeux liés à l'éducation tendent à modifier cette tendance. De plus en plus de femmes accèdent à des études supérieures. Bien que des progrès soient perceptibles, il reste encore beaucoup de travail à faire, principalement pour conscientiser la population au regard de l'importance de l'instruction.

Avec le recul, je considère que ce revirement de situation a été la meilleure préparation souhaitable pour ce que

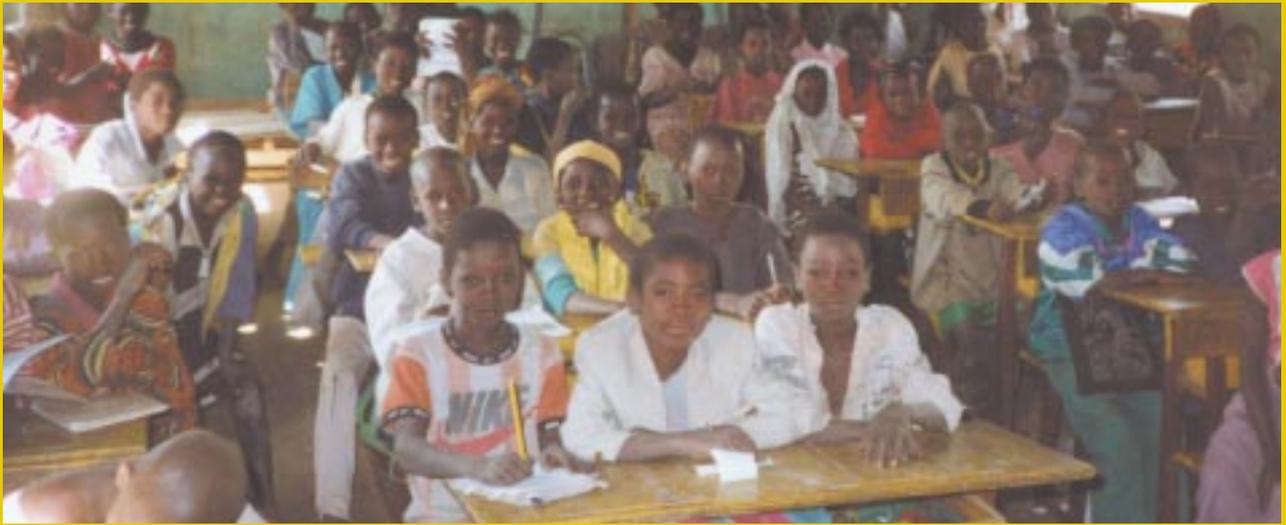
j'allais vivre en sol africain où, je vous le rappelle, il faut toujours être prêt à modifier et à remodeler ses plans.

### **Quelques semaines plus tard... le Mali!**

Je n'oublierai jamais mon arrivée au village. Tous les paysans étaient réunis en cercle sur la place publique, chantant et jouant du tam-tam avec, dans les yeux, la fierté de recevoir une étrangère. Et moi, au milieu de cette foule, attirant tous les regards et constatant que cette fête m'était dédiée, j'avais peine à croire ce qui m'arrivait! Les sons, les odeurs, la musicalité de la langue locale, tout cela était fascinant! Un monde nouveau s'offrait à moi; il ne me restait qu'à le découvrir.

Une fois adaptée à mon nouvel environnement, prête à commencer l'alphabétisation auprès de groupes de femmes, j'ai appris au fil des conversations qu'il manquait un professeur à l'école du village. Quatre-vingts élèves de troisième et de quatrième année seraient privés d'instruction faute de ressources humaines et financières. N'écoutant que mon cœur, j'ai tout de suite offert mes services. Je n'avais jamais enseigné à des élèves du primaire, mais je sentais que je pourrais relever le défi et mettre à profit quelques-unes de mes connaissances. Après tout, c'était moi ou rien du tout.

Dès le lendemain, j'étais devant la classe. Mes premières semaines d'enseignement ont requis toute mon énergie. C'était beaucoup plus difficile que ce à quoi je m'attendais. Enseigner à Nienguecoura s'est révélé une tout autre



## Retour d'Afrique (suite)

pratique que d'enseigner au Québec. Il me semblait que tout me rendait la tâche difficile : la chaleur suffocante, le manque de ressources pédagogiques, la surcharge de la classe, l'écart entre mon français et le leur, la façon de faire régner la discipline en classe, qui ne correspondait pas à mes valeurs, etc. Le découragement m'a envahie plus d'une fois. Pourtant, le sourire des enfants et leurs yeux écarquillés, qui témoignaient de leur soif de connaître, m'incitaient à poursuivre l'enseignement, à oublier les contraintes et à user de mon imagination pour leur permettre d'apprendre. Inutile de vous dire qu'entre la préparation des cours, la journée d'enseignement et la correction des copies, il ne me restait que très peu de temps à consacrer à mon projet initial : l'alphabétisation des femmes.

J'enseignais depuis un peu plus d'un mois lorsqu'un instituteur venu d'un autre village est arrivé. Sa présence à l'école me laissait beaucoup plus de temps pour former des groupes et commencer le travail avec les femmes. Avec l'aide de Drissa, un paysan qui savait lire et écrire, j'ai aménagé un endroit pour travailler, puis j'ai tenté de former des groupes de femmes. Seulement, la bonne volonté, le matériel et les compétences ne sont pas garants de la réussite.

J'ai vite compris que, pour porter des fruits, l'aide ne doit pas être imposée; avant d'aider, il faut d'abord apprivoiser l'autre et se laisser apprivoiser par l'autre. En voulant aller trop rapidement, pour bien faire, j'ai sauté des étapes et j'ai fait peur aux gens. De plus, ayant négligé de m'adapter à leur réalité, j'ai commis plusieurs erreurs. Je n'ai pas tenu compte du fait que, levées à l'aurore et ayant de lourdes tâches à assumer, surtout en période de récolte, les femmes du village ne possédaient que peu de moments

de répit dans une journée. C'était donc à moi d'adapter mon horaire au leur, et non à elles de se plier au mien. Ensuite, puisque les hommes prennent la plupart des décisions concernant le foyer familial, il aurait fallu les faire participer au projet plutôt que de les en écarter. Par ailleurs, quoique le Mali soit un pays membre de la Francophonie, on y parle davantage le bambara que le français, et ce, davantage dans les zones rurales. Dans un tel contexte, l'alphabétisation en français perd de sa pertinence.

Si mon projet initial n'avait pas fonctionné comme je l'avais souhaité, c'était en grande partie à cause de mon inexpérience. Toutes les femmes du village étaient désireuses d'apprendre à lire et à écrire, mais je ne leur proposais pas un cadre de travail favorable. C'est malheureusement ce qui se produit trop souvent en matière de coopération internationale. Les moyens empruntés pour la réalisation d'un projet, qu'il soit de petite ou de grande envergure, ne correspondent pas toujours à la réalité ni aux besoins de la population locale. C'est pourquoi les moyens empruntés par plusieurs organismes de coopération internationale pour en arriver à un développement durable ont évolué depuis une dizaine d'années, bien que leur mandat soit demeuré le même. On privilégie de plus en plus la coopération de l'intérieur, c'est-à-dire que l'on subventionne des organismes locaux pour qu'ils puissent intervenir dans leur propre milieu. Les intervenants étrangers, pour leur part, occupent essentiellement des fonctions de supervision et d'encadrement au sein des différents projets.

L'alphabétisation telle que je l'avais imaginée n'avait pas réussi. Qu'à cela ne tienne, j'allais m'occuper autrement pendant mes prochains mois en sol africain. Un peu trop



occupée depuis mon arrivée, je n'avais pas consacré beaucoup de temps ni à la découverte de la culture ni à la réalité des femmes, ce qui pourtant me passionnait. À partir de ce moment, j'ai accompagné Mariam, ma mère d'accueil, dans ses tâches quotidiennes. Dans la joie et l'humour, j'ai appris à piler le mil, à porter des Calebasses d'eau sur la tête, à préparer quelques plats traditionnels, etc. J'entends encore les éclats de rire de Mariam quand elle a constaté que je ne savais pas dépecer un poulet! Je me suis également beaucoup rapprochée des femmes du village en les aidant au potager matin et soir. J'étais devenue la porteuse d'eau, pour mon plus grand bonheur! Je me suis même vue accorder deux planches à cultiver! Petit à petit, je me suis ainsi taillé une place auprès d'elles. Je n'étais plus la Blanche venue alphabétiser, mais bien une des leurs.

Un matin, une femme est venue me retrouver au potager. En baragouinant les quelques mots de français qu'elle connaissait, elle m'a demandé de lui enseigner à écrire son nom. C'est d'abord sur le sol à l'aide d'un bâton que je lui ai montré à écrire les lettres qui composaient son nom. Le lendemain, je lui ai apporté un cahier et un crayon. Nous avons poursuivi ainsi la leçon les matins suivants. Au village, les nouvelles circulant à la vitesse de l'éclair, il n'a fallu que quelques jours pour que tout un chacun sache qu'Awa Doumbia savait maintenant écrire son nom. Il n'a également fallu que quelques jours pour que les femmes, les unes après les autres, viennent me faire la même requête qu'Awa.

Pour répondre à la demande, j'ai proposé de faire de courtes séances d'alphabétisation le matin et le soir, sous

l'arbre près du potager. De cette façon, les femmes pourraient aller et venir à leur guise. À l'ordre du jour : apprendre l'alphabet, puis écrire son nom. Le succès fut tel que nous avons même entrepris le calcul. Des dizaines de femmes, munies d'une ardoise et d'un bout de craie, se sont affairées, jour après jour, à apprendre à lire, à écrire et à compter. Ces femmes avaient une immense volonté d'apprendre... les mauvaises récoltes au potager en ont témoigné!

Mon départ du village a été des plus émouvants. Des femmes, avec l'aide de leurs enfants, m'ont écrit une magnifique lettre de remerciement. On m'a également appris que Drissa allait poursuivre l'alphabétisation non seulement des femmes, mais aussi des hommes de Nienguecoura sous l'arbre près du potager. Ainsi, sachant cela, j'ai le sentiment que mon passage dans ce village n'aura pas été vain. ■

<sup>1</sup> *L'Année francophone internationale*, 2000, p. 96.



*Des alphabétiseurs en formation*



# Niger

## L'éducation non formelle au Niger

*Par Alette Beaudet*

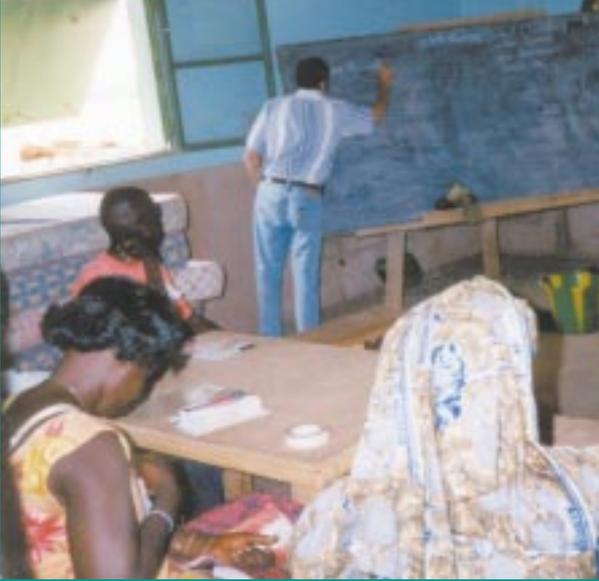
*En collaboration avec Jean-François Méthé*

Depuis le renversement du gouvernement nigérien l'an dernier, l'éducation n'est plus une priorité au Niger. Heureusement, les organisations non gouvernementales prennent la relève et fournissent aux populations une éducation de base non formelle afin de lutter contre l'analphabétisme. Nous vous entretiendrons ici du travail exceptionnel de l'une de ces ONG : Vie Kande Ni Bayra. Cette organisation nigérienne œuvre dans la région de Kollo, située à l'ouest du Niger. Grâce au travail de jeunes scolarisés, Vie Kande Ni Bayra forme des éducateurs en alphabétisation ou des animateurs/formateurs, trouve le financement pour la construction d'écoles de brousse et contribue à l'autonomie des villages.

Faisons maintenant une incursion dans la région de Kollo en vue de connaître le fruit du travail de ces éducateurs. Plusieurs petits villages pittoresques émaillent la brousse de cette région : Dantiandou Kamakoukou, Dollohi, Yérimadey et Bankadey, pour n'en nommer que quelques-

uns. Les paysans, fiers et paisibles, y cultivent la terre et font l'élevage du bétail. Des agences internationales comme l'ACDI les sensibilisent à leur environnement et à l'importance du reboisement de leurs terres. Les éducateurs en alphabétisation, formés par Vie Kande Ni Bayra et travaillant dans cette région du Niger, ont l'équivalent de douze années de scolarité. Plus scolarisés que la moyenne, ils sont désignés comme éducateurs de leur village respectif. Leur programme d'enseignement s'inspire de la pédagogie du texte élaboré par l'Institut pour le développement et l'éducation des adultes, dirigé par le professeur Antonio Faundez. Cette approche consiste à former, à partir d'un mot, d'autres mots, des phrases, et à élaborer des éléments scientifiques et mathématiques.

Le programme d'alphabétisation s'offre d'abord dans la langue du pays, en l'occurrence le Songhay/zarma, et ensuite en français. Les cours se donnent en quatre



## L'alphabétisme dans quatre pays d'Afrique



séances par jour. Les enfants vont aux séances de la matinée, tandis que les femmes et les hommes y assistent en après-midi. Il est difficile, il va sans dire, de maintenir la présence en classe, car les élèves doivent souvent parcourir à pied de cinq à six kilomètres pour se rendre à l'école, distance épuisante, surtout après une journée de travail aux champs. Les éducateurs de Kollo enseignent toutes les classes et les élèves peuvent atteindre l'équivalent d'une douzième année. Les gens des villages sont embauchés et rémunérés pour la construction des écoles. L'organisation Vie Kande Ni Bayra s'occupe de trouver le financement pour les salaires et les matériaux. On encourage ensuite les villageois, ainsi payés, à embaucher les enseignants qui leur conviennent.

Les éducateurs de Vie Kande Ni Bayra reçoivent eux-mêmes une formation pratique, notamment en agronomie. Par exemple, pour ce qui touche à l'utilisation des engrais, ils doivent comprendre et retenir les formules mathématiques

et les graphiques correspondants, connaître la qualité du sol, puis vulgariser ces connaissances et les transmettre aux paysans. Les traditions étant plus que tenaces chez ces derniers, il faut leur prouver que l'utilisation des engrais donne des résultats supérieurs. Les éducateurs doivent donc cultiver un sol enrichi d'engrais pour leur montrer la différence.

On constate que les objectifs de Vie Kande Ni Bayra vont bien au-delà du simple apprentissage de la lecture et de l'écriture. L'alphabétisation, dans une perspective de développement intégral, ne se fait pas seulement en classe; elle est empirique et assure le lien avec la vie et le travail des paysans en plus de stimuler leur ouverture d'esprit, leur désir d'acquérir de nouvelles connaissances et leur adaptation au changement. ■



# Bénin

## Alphabétisation et développement

*Par Suzanne Benoît*

*En collaboration avec Jean-François Méthé*

Encore aujourd'hui, des êtres humains sont privés d'éducation de base, notamment dans les pays africains où la situation de l'enseignement est particulièrement alarmante. Comment alléger la pauvreté de ces pays et favoriser le développement en faisant le lien avec l'éducation et l'acquisition de nouvelles connaissances? Voilà une question à laquelle s'est intéressée la Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario. Grâce à l'aide financière du Secrétariat national à l'alphabétisation et du ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario, la Coalition a pu produire un rapport sur ses observations. En conclusion, elle souligne son engagement possible en développement international.

Dans cet article, nous mettrons en relation le déterminisme culturel et les efforts d'alphabétisation et de développement; nous analyserons les programmes d'alphabétisation, les défis et les possibilités au Bénin. Nous définirons finalement le rôle qu'entend jouer la Coalition dans les pays en développement.

### **Culture et développement**

Toute personne est le reflet de la culture à laquelle elle appartient. Dès l'enfance, notre groupe social nous inculque des modèles de vie et de pensée, un système de valeurs et une façon de raisonner. La connaissance de ces valeurs culturelles s'avère essentielle pour comprendre et prédire les réactions et les comportements de gens obligés à faire face à de multiples situations. Or, trop souvent, les valeurs véhiculées dans les programmes de

développement ne correspondent pas aux valeurs des populations bénéficiaires. Ainsi, la réussite, l'efficacité et l'ardeur au travail caractérisent le Canadien alors que l'Africain valorisera plutôt le prestige et travaillera à rehausser son statut social. Le développement occidental se heurte donc ici à la culture, au conformisme et aux traditions des sociétés africaines faisant obstacle au changement et au progrès. L'alphabétisation, en plus de permettre l'acquisition d'informations utilisables sur les plans économique et social, encourage l'élaboration d'une pensée conceptuelle qui améliore les capacités de jugement, le sens critique, l'esprit d'analyse et de synthèse et la créativité. Par conséquent, le défi réside dans le fait de substituer la pensée imagée du paysan africain par une pensée conceptuelle, et ses croyances et pratiques lourdes d'éléments affectifs par de nouvelles connaissances et techniques qui parfois les contredisent.

De l'expérience tirée en alphabétisation des pays industrialisés dans le monde en développement se dessinent deux tendances : l'instruction et la transmission du savoir sur le plan individuel, et l'action éducative comme moyen d'amener les collectivités à mieux participer au développement économique et social. La première tendance suppose que la collectivité bénéficiera du savoir acquis par un de ses membres, tandis que la deuxième assure son point d'impact sur la personne en situation de groupe. Il ne suffit pas d'apprendre à lire, à écrire et à compter selon le modèle scolaire correspondant aux conceptions individualistes du monde occidental, il faut aussi favoriser l'adaptation au changement et faire de



## L'alphabétisme dans quatre pays d'Afrique

l'homme l'artisan de son propre développement et de celui de son groupe, d'où le procédé méthodologique jugé le plus efficace : celui d'engager la collaboration d'un leader local. En plus de relayer les informations, il jouera un rôle primordial dans les prises de décision et le déploiement des ressources pour résoudre les problèmes des habitants.

### L'exemple du Bénin

La République démocratique du Bénin compte 6 millions d'habitants, dont plus de la moitié a moins de 20 ans. L'économie est dominée par l'agriculture, peu rentable, car 56 % de la population y travaille et elle ne constitue que 37 % du produit intérieur brut. Les femmes représentent près de 52 % de la population et font de 60 % à 80 % du travail agricole; elles contribuent donc de façon significative au PIB. Le français est la langue de l'administration et de l'enseignement, mais dans la vie quotidienne on dénombre 53 langues, parmi lesquelles 6 langues principales, dont le *fon*, utilisé par 42 % de la population.

Malgré tous les efforts investis dans l'enseignement de base en langue française et en langues nationales, 61,3 % des hommes et 80,8 % des femmes demeurent analphabètes. Même si les filles des zones rurales ne payent aucuns frais de scolarité grâce à une loi votée en 1993, les croyances et les traditions entretiennent cet écart. Elles doivent s'occuper des tâches domestiques, de leurs jeunes frères et sœurs et doivent se soumettre au mariage précoce.

## Historique

**1972** : Adoption par le gouvernement d'une politique donnant la priorité aux stratégies d'alphabétisation des populations. **1974** : Création de la Direction nationale de l'Alphabétisation et de la Presse rurale. **1977** : Adoption de la *Loi fondamentale de la liberté*, reconnaissant à chaque nationalité le droit d'utiliser sa langue, écrite et parlée, et de développer sa culture. **1980** : Mise en œuvre d'un programme national de généralisation de l'alphabétisation. **1991** : Adoption de la *Charte culturelle* où le droit à l'éducation pour tous sera ici reconnu comme la finalité d'une société démocratique et garante de sa pérennité – l'État béninois assure ainsi l'alphabétisation et l'éducation des adultes, conjointement avec des organismes nationaux et internationaux, et prépare les réformes nécessaires à l'intégration progressive des langues nationales dans l'enseignement. **1997** : Publication d'un document gouvernemental, *Orientations, stratégies et organisation de l'alphabétisation et l'éducation des adultes*, qui présente l'alphabétisation comme un investissement dans la qualité et la formation du capital humain, et promeut le développement, la richesse et une distribution plus équitable de celle-ci. L'engagement du gouvernement s'est traduit par un budget annuel réservé à l'alphabétisation qui a presque doublé entre 1995 et 1998.

# Alphabétisation et développement

(suite)



## Programme et campagnes d'alphabétisation

### Le programme d'alphabétisation béninois comprend trois niveaux :

**L'alphabétisation initiale** : On apprend aux apprenants, sur une période de trois à six mois (trois séances par semaine), la lecture, l'écriture et le calcul, et ce, dans 25 des 52 langues du pays. On les évalue une seule fois en fin de période et ils sont considérés comme alphabétisés s'ils obtiennent 35 sur 70.

La **postalphabétisation** : On consolide les acquis initiaux; on applique de nouvelles connaissances en vue de transformer le milieu et l'on favorise l'autoapprentissage.

La **formation spécifique** : On valorise l'acquisition et la consolidation du savoir-faire local.

### Pour une formation sur mesure

Dans la pratique, il y a peu d'initiatives d'alphabétisation au Bénin et le financement y est nettement insuffisant. *L'alphabétisation initiale* se limite à un enseignement très rudimentaire de la lecture, de l'écriture et du calcul; bref, il s'agit d'un condensé en quelques semaines des trois premières années du primaire. Les enseignants en alphabétisation travaillent bénévolement et ont un niveau minimal d'instruction. Il y a absence de journaux en langues nationales, peu d'activités menées dans les clubs de lecture et inexistance, dans la plupart des départements, de programmes et d'objectifs précis et fonctionnels de postalphabétisation ou de stratégies et de méthodes d'enseignement et d'apprentissage. L'enseignement du calcul est souvent restreint à l'addition et à la soustraction.

Avec ces notions rudimentaires, comment les paysans peuvent-ils calculer les quantités d'engrais et d'insecticides que nécessitent leurs champs? Comment le petit entrepreneur fera-t-il pour comprendre les opérations bancaires et l'octroi des prêts? Les fermiers devront avoir de l'instruction pour faire face aux problèmes complexes liés à la commercialisation de leurs produits. Ces difficultés rendent indispensable l'application d'une éducation ciblée, élaborée sur mesure, ainsi que de politiques complémentaires. Le Bénin a donc mis en place des programmes de formation à la carte, a harmonisé ses programmes avec l'éducation formelle et a mobilisé des ressources financières nationales et internationales.

### Des défis, des possibilités...

En dépit des politiques, des campagnes et des programmes en place, la marginalisation sociale et les pratiques culturelles persistent à écarter les personnes ayant le plus besoin de formation, rendant encore l'accès à l'éducation inéquitable et limité. On explique aussi le peu de portée et la médiocrité de l'enseignement par des programmes non adaptés aux besoins, un matériel didactique absent, des enseignants peu formés et mal rémunérés, des dirigeants et administrateurs bornés à leurs prérogatives personnelles et incapables d'établir des liens entre les différents secteurs d'activité, la vie et le travail.

À présent que le renouveau démocratique et le libéralisme qu'il a engendré ont favorisé l'émergence de la société civile, l'État n'est désormais plus le seul acteur de l'alphabétisation au Bénin. En effet, toutes les initiatives doivent maintenant inclure la participation des collectivités locales et des ONG en matière de gestion et de



## L'alphabétisme dans quatre pays d'Afrique

planification. Cette nouvelle réalité impose à l'État une redéfinition et un partage des rôles de chaque secteur afin de garantir, cette fois, des résultats à la mesure des attentes des bénéficiaires. L'État, la société civile et les partenaires en développement coordonneront ensemble le dossier de l'alphabétisation en vue d'améliorer les services. Concrètement, l'État prendra en charge les orientations, les programmes, la coordination des actions et la formation. La société civile fera les études de milieu, fournira les services, appliquera les programmes, préparera les demandes de projets et les mettra en œuvre et, enfin, les partenaires en développement procureront appui et conseils par l'entremise de l'offre de services techniques.

### Qu'est qu'un regroupement canadien provincial a à offrir?

Mentionnons d'abord que la Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario entreprend de travailler en développement international en collaboration avec la Cité collégiale. Les champs d'intervention dans lesquels la Coalition pourrait s'impliquer en alphabétisation au Bénin sont variés. En voici les principaux :

- ◆ la **formation des enseignants**, tant sur le plan andragogique que sur le plan du contenu;
- ◆ la **recherche** et les **expériences acquises**, en partageant les fruits du travail des membres de la Coalition;
- ◆ la **production de matériel didactique**, en offrant son expertise, notamment dans le domaine de l'édition;

- ◆ le **développement de partenariats et d'alliances stratégiques**, en établissant un mécanisme de financement fiable et transparent;
- ◆ les **principes administratifs et politiques de contrats**;
- ◆ la **collaboration entre l'État et les ONG**, en fournissant les informations susceptibles d'accroître la décentralisation des services et la prise en charge par les collectivités.

### Une condition gagnante : une approche participative

Influencé par les exigences des pays ou des organisations qui sont intervenus dans le passé, le Bénin n'a pas su atteindre les objectifs qu'il s'était fixés. Maintenant qu'il a décidé de procéder à sa propre planification et à la prise en charge des activités, il aura besoin d'un réseau structuré de partenariats nationaux et internationaux pour atteindre ses objectifs d'alphabétisation. La Coalition est prête à lui offrir son appui comme partenaire. Cependant, le défi ne pourra être relevé que si la synergie est assurée entre le gouvernement, la société civile et les partenaires. Il faudra aussi décentraliser et renforcer le pouvoir des collectivités locales pour qu'elles jouent un rôle accru dans l'éducation. Il faudra placer les bénéficiaires et les enseignants en alphabétisation au cœur de toute initiative. ■



# Pour mieux soutenir les parents peu scolarisés

*Par Janine Legros et Nathalie Drolet*

**A**ccompagner son enfant dans son parcours scolaire constitue une tâche exigeante pour tout parent, et cette tâche s'avère doublement contraignante pour le parent qui a vécu l'échec scolaire dès le primaire et qui a décroché au secondaire. Devant cette situation, quel appui peut-on apporter au parent peu scolarisé et conscient d'offrir un modèle peu convaincant en tant que premier éducateur de son enfant? Sur quoi faut-il miser quand on intervient auprès des parents aux prises avec ce problème?

Cet article vous livre le fruit d'une collaboration entre un groupe d'alphabétisation populaire et un organisme communautaire intervenant auprès des familles et de l'école du quartier. Ensemble, durant trois ans, ils ont uni leurs efforts pour aider les parents peu alphabétisés. Ils ont appris à le faire à travers leurs bons et leurs mauvais coups.

Le Groupe Alpha Laval, organisme en alphabétisation populaire, travaille depuis toujours à prévenir l'analphabétisme. Ses premières actions en ce domaine ont été menées de concert avec Entraide Pont-Viau/Laval-des-Rapides, groupe qui œuvre auprès des familles. Ensemble, ces partenaires ont formé un groupe de parents dont l'enfant assistait aux activités de préparation à la maternelle organisées par l'organisme. Ces rencontres visaient à inciter les parents à participer à l'éveil à l'écrit de leur enfant dans les actions quotidiennes. Nous, les intervenantes, avons suivi, comme bien d'autres, la démarche consistant à leur montrer les bienfaits de la lecture faite aux enfants, la façon d'utiliser un livre et de le choisir. Tous les parents ont reçu du matériel d'appui, dont un livre d'histoire pour enfants.

À la fin de cette expérience d'une dizaine de semaines, nous avons constaté que les résultats n'étaient pas à la hauteur des attentes. En effet, malgré nos interventions, plusieurs parents ne faisaient toujours pas la lecture à leur enfant. Ces parents ne semblaient pas interagir davantage avec leur enfant en ce qui a trait au matériel écrit. Nous nous sommes donc demandé pourquoi les parents ne transposaient pas les informations ni les programmes offerts dans leur quotidien. Ces « outils » conçus d'avance les rassurent-ils, rehaussent-ils leur estime personnelle ou les font-ils se sentir une fois de plus « incompetents » face à des comportements auxquels s'attend la société? Cette démarche de travail est-elle significative pour eux ou, au contraire, est-elle loin de leur réalité immédiate?

Ce questionnement nous a poussées à approfondir le sujet et à poursuivre notre démarche de réflexion sur notre pratique. Nous avons donc entrepris une recherche-action<sup>1</sup> auprès des parents peu scolarisés, dont voici les principaux constats. Il nous apparaît pertinent d'en tenir compte pour faire un travail efficace auprès de ces parents.

## Consulte-t-on vraiment les parents?

Bon nombre de programmes visant les parents issus d'un milieu défavorisé mettent l'accent sur les comportements socialement et culturellement attendus dans notre société. Ces programmes cherchent à éduquer les parents à leur rôle. L'école ou les organismes communautaires leur adressent très souvent des demandes de nature directive : lire l'agenda, signer le bulletin, participer aux ateliers, assister aux rencontres d'information, et bien d'autres. Rares sont les occasions où on les consulte sur les objectifs poursuivis, les solutions aux problèmes ou les modalités de fonctionnement en place. Selon les témoignages recueillis, les parents désirent collaborer à la réussite scolaire de leur enfant, mais ils ont besoin d'être reconnus comme interlocuteurs. Ils souhaitent qu'on les consulte et qu'on les informe.

Dans le même ordre d'idées, mentionnons que le milieu scolaire demande aux parents d'aider leur enfant à faire ses devoirs. On leur dresse une liste de ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire. Les parents doivent donc répondre aux demandes de l'école pour motiver leur enfant ou être à la hauteur de leur tâche en tant que parents. Mais, malheureusement, ils sont maintenus à l'écart lorsqu'il s'agit de définir les contenus et de déterminer la finalité de cette activité.

Nous pensons, comme bien d'autres auteurs, qu'on gagnerait à considérer les parents comme des partenaires dans les actions entreprises pour augmenter les chances de réussite de leur enfant.

## Respecte-t-on les parents dans leurs valeurs et leurs compétences?

Une approche fondée sur l'instrumentation amène bien souvent l'intervenant à créer ou à utiliser des outils. Les besoins des parents sont alors définis sous l'angle des manques à combler. Ainsi, le but visé de l'intervention consiste souvent à leur inculquer de nouveaux savoirs loin de leur réalité de tous les jours. Par ricochet, cette attitude les dévalorise, nie leurs habiletés ou leur façon de faire et les conduit à ne pas accepter facilement le savoir « des experts ». Or que savons-nous vraiment des attentes et des savoir-faire des parents? Ceux-ci ne sont pas dénués de compétences, même s'ils sentent qu'on ne les valorise pas nécessairement. Avons-nous une idée des efforts qu'ils déploient pour faire face aux exigences de leur vie?

Il ressort des témoignages des parents qu'ils ne veulent pas être « formés » à être de bons parents. Ils veulent avant tout être épaulés, informés et soutenus dans leur rôle. Certains ont révélé que, en dehors des rencontres « officielles », ils aimeraient bénéficier de plus de temps avec l'enseignant pour pouvoir se renseigner plus à fond sur leur enfant ainsi que sur l'enseignant lui-même. D'autres souhaiteraient pouvoir observer leur enfant pendant les heures de classe afin d'en savoir davantage sur son comportement et sur ses interactions avec les pairs.

Par ailleurs, l'intérêt de dépasser l'approche instrumentale concerne l'appropriation d'une démarche de résolution de problèmes. Plusieurs méthodes ou approches proposent des solutions que les parents n'ont plus qu'à appliquer. Hélas!, avec cette tactique, la participation active des parents à la résolution de problèmes touchant tous les aspects de leur vie se trouve banalisée. Elle s'avère pourtant essentielle, car elle permet aux parents de trouver eux-mêmes leurs propres stratégies pour résoudre tant leurs conflits personnels que les autres problèmes du quotidien. C'est en élaborant de telles stratégies qu'ils apprennent à mieux maîtriser les situations de leur vie. Et, ce faisant, ils acquièrent une plus grande estime de soi.

## Comment intervenir?

Au-delà d'une approche par enseignement de compétences, il faut prendre en considération les facteurs suivants :

- ◆ la qualité et les conditions de la communication;
- ◆ la connaissance de la réalité familiale;
- ◆ le travail en partenariat avec les parents;
- ◆ la complémentarité des ressources du milieu.

### **La qualité et les conditions de la communication**

Les parents interrogés révèlent l'importance qu'ils accordent avant tout à la qualité des relations humaines. En effet, les parents peu scolarisés ont besoin de parler de leur situation et de leurs problèmes. Ils ont besoin d'être écoutés et compris. Il s'agit de construire avec les parents une relation significative reposant sur l'ouverture, le respect et l'écoute.

### **La connaissance de la réalité familiale**

Cerner la dynamique familiale, connaître les réseaux socioculturel et économique de la famille et repérer les savoir-faire de chaque membre de la famille permettent d'enrayer les préjugés et de mieux découvrir la réalité des parents. Il est possible ensuite de cibler les actions les mieux appropriées et de déterminer avec qui il est plus efficace d'agir.

### **Le travail en partenariat avec les parents**

Les parents ont besoin que l'on reconnaisse leur rôle et qu'on leur fasse confiance. Compte tenu de leurs difficultés et de leur parcours scolaire, les parents peu scolarisés n'ont pas tendance à se voir comme partenaires.

*(suite à la page 38)*

## Comment intervenir? (suite)

Cependant, ils souhaitent participer aux actions à la mesure de leurs capacités. Ils élaborent des stratégies et des solutions pour contrer leurs difficultés. En fait, ils font partie de la solution lorsqu'on les soutient adéquatement. L'entraide des parents dans les rencontres de parents est aussi une voie importante à privilégier. Ils peuvent échanger des trucs et proposer des solutions. Quant à nous, intervenants, nous avons à élaborer des approches qui prennent en considération la diversité des milieux. Nous devons penser à des actions et à des services appropriés. Les programmes à l'adresse des parents sont utiles dans la mesure où ils favorisent des transformations avec les parents.

### La complémentarité des ressources du milieu

Selon nous, l'analphabétisme n'est que rarement un problème en soi; il s'agit plutôt de la conséquence de plusieurs circonstances de la vie. Or ce problème social ne fait jamais route seul dans un parcours de vie. Il va de soi que vouloir briser le cycle de reproduction intergénérationnelle n'est pas l'affaire d'un seul organisme ou d'une seule institution, et encore moins d'une seule personne. C'est pourquoi l'ampleur de la situation nécessite une mise en commun des ressources concernées. En travaillant de concert, parents et intervenants harmonisent les efforts et assurent une cohérence du travail.

Aller au-delà des outils exige que les intervenants voient régulièrement leur méthode de travail. À partir de quel point de vue amènent-ils les sujets, les thèmes : du leur ou de celui des parents engagés dans la démarche? Selon notre expérience, il n'est pas toujours évident d'établir une démarcation. Nous devons nous remettre continuellement en question afin de toujours partir des besoins réels des parents. Nous devons tenir compte de leur réalité, de leurs valeurs, de leurs compétences et de leur façon de faire. Ainsi, ils pourront élaborer des pistes de solution. Simple? Non! Mais signifiant à la fois pour eux et pour nous. L'enjeu primordial : se rappeler que le parent est partenaire de la réussite de son enfant. ■

<sup>1</sup> Nathalie Drolet, Janine Legros et Sylvie Roy, *L'Écho d'un silence, Recherche-action sur les parents peu scolarisés*, Entraide Pont-Viau/Laval-des-Rapides et Groupe Alpha Laval, 2001, 154 p.

**Enseigner,**  
c'est  
s'engager  
de **A** à **Z**!

 Fédération  
des syndicats  
de l'enseignement (CSQ)



Fédération nationale  
des femmes canadiennes-françaises

*Mission : Appuyer l'action collective des groupes de femmes francophones et acadiennes du Canada afin de susciter tout changement permettant d'édifier une société plus juste.*

Place de la Francophonie

302-450, rue Rideau, Ottawa (Ontario) K1N 5Z4

Téléphone (613) 241-3500 Télécopieur (613) 241-6679

Courriel : [fnfcb@franco.ca](mailto:fnfcb@franco.ca) [www.franco.ca/fnfcb](http://www.franco.ca/fnfcb)

### Les Sœurs de la Charité d'Ottawa Congrégation fondée par Élisabeth Bruyère



9, rue Bruyère  
Ottawa (Ontario)  
K1N 5C9

Téléphone : (613) 241-2710  
Télécopieur : (613) 241-7139  
Courriel : [sco@orbit.qc.ca](mailto:sco@orbit.qc.ca)

### FILLES DE LA SAGESSE

Congrégation de vie religieuse apostolique  
fondée par  
Saint Louis-Marie de Montfort  
et Sœur Marie-Louise Trichet

MAISON PROVINCIALE

17, avenue Myrand, Ottawa (Ontario) K1N 5N7

Téléphone : (613) 789-5312 Télécopieur : (613) 789-1269

Courriel : [fdlsont@sympatico.ca](mailto:fdlsont@sympatico.ca)

[www.sagesse.ca](http://www.sagesse.ca)

*Pour rejoindre la francophonie canadienne*

- 18 radios en ondes
- 10 projets en implantation
- liaison satellite et centre national de production à Ottawa
- déjà près de 450 000 auditeurs et auditrices

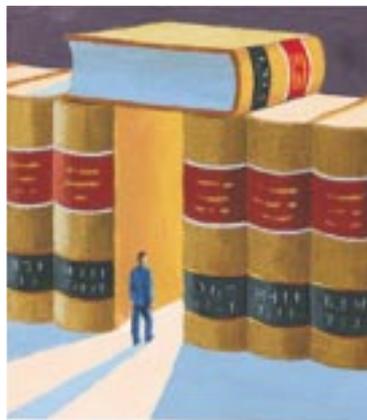
**Le Réseau francophone  
d'Amérique**

325, rue Dalhousie, 2<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1N 7G2  
Tél.: (613) 789-7622  
Télec.: (613) 789-3374  
[www.radiorfa.com](http://www.radiorfa.com)

UN SERVICE  
DE L'ALLIANCE  
DES RADIOS  
COMMUNAUTAIRES  
DU CANADA



CFAI CFJU CFRH CFRT CHOD CIFA CIMS CINN CIVR CJPN CJRM CJSE CKGN CKJM CKRO CKRP CKUM CKXL



## *L'alphabétisation, un pas vers un avenir meilleur.*

**Coalition francophone pour l'alphabétisation  
et la formation de base en Ontario**

235, chemin Montréal, pièce 201, Vanier (Ontario) K1L 6C7  
Téléphone : (613) 842-5369      Sans frais : 1-877-464-0504  
Télocopieur : (613) 842-5671      Courriel : [coalition@sympatico.ca](mailto:coalition@sympatico.ca)  
Site Web : [www.coalition.on.ca](http://www.coalition.on.ca)

## La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français remercie sincèrement...

**La Fédération d'alphabétisation  
du Nouveau-Brunswick**

147, rue Court  
Grand-Sault (Nouveau-Brunswick) E3A 2R1  
Téléphone : (506) 473-4404  
Télocopieur : (506) 473-6398  
Courriel : [fanb@nbnet.nb.ca](mailto:fanb@nbnet.nb.ca)

**L'Équipe d'alphabétisation –  
Nouvelle-Écosse**

C.P. 590, Ste-Anne-du-Ruisseau  
(Nouvelle-Écosse) B0W 2X0  
Téléphone : (902) 648-2253  
Télocopieur : (902) 648-2341  
Courriel : [equipealphane@fane-argyle.ns.ca](mailto:equipealphane@fane-argyle.ns.ca)

**Le Service fransaskois d'éducation  
des adultes (SFEA)**

Collège Mathieu, Sac 20  
Gravelbourg (Saskatchewan) S0H 1X0  
Téléphone : (306) 648-3129  
Télocopieur : (306) 648-2295  
Courriel : [sfea.rbouvier@sk.sympatico.ca](mailto:sfea.rbouvier@sk.sympatico.ca)

**La Société éducative de  
l'Île-du-Prince-Édouard**

48, chemin Mill, C.P. 159  
Wellington (Île-du-Prince-Édouard) COB 2E0  
Téléphone : (902) 854-7276  
Télocopieur : (902) 854-3011  
Courriel : [bernice@teleco.org](mailto:bernice@teleco.org)

# L'UNESCO lance une semaine internationale des apprenants adultes



Par Diane Laberge \*

**N**ous déclarons solennellement que toutes les parties suivront de près la mise en œuvre de cette Déclaration et de l'Agenda pour l'avenir [...] Nous sommes résolus à faire en sorte que l'éducation tout au long de la vie devienne une réalité d'un plus grand poids au début du XXI<sup>e</sup> siècle. À cette fin, nous nous engageons à promouvoir une culture de l'apprentissage grâce [...] à l'instauration d'une semaine des Nations Unies pour l'éducation des adultes.

Déclaration de Hambourg (article 26)

**C**'est lors de la 5<sup>e</sup> Conférence internationale sur l'éducation des adultes, organisée sous l'égide de l'UNESCO à Hambourg en 1997, que l'idée de lancer une semaine internationale de l'éducation des adultes a vu le jour. Il s'agissait de susciter, à l'échelle internationale, un vaste mouvement en faveur du droit d'apprendre et de valoriser l'acte d'apprendre tout au long de la vie. Deux ans plus tard, un forum international de suivi, tenu à Manille, a identifié la Semaine internationale des apprenants adultes comme une initiative clé du suivi de la Conférence de Hambourg. Dès l'automne 1999, un projet de résolution en ce sens a donc été soumis aux États membres et il a été adopté lors de la 30<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO à Paris. Ce projet de résolution invitait les États membres à participer à des activités en faveur de l'éducation tout au long de la vie et à soutenir le lancement de la Semaine internationale de l'éducation des adultes. Il suggérait également au directeur général de l'UNESCO de transmettre cette résolution (30C/11) au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et à son assemblée générale. Le Canada, par la voix des ministres de l'Éducation, a appuyé ce projet de résolution, qui rappelle que la Semaine internationale de l'éducation des adultes constituera un précieux complément à la Journée internationale de l'alphabétisation.

En effet, comme on le souligne dans le *Bulletin spécial de l'UNESCO* publié à cette fin, la Semaine internationale des apprenants adultes souhaite enrichir, et non pas remplacer, la Journée internationale de l'alphabétisation. Le 8 septembre doit plutôt en constituer l'élément central et y jouer un rôle pivot.

**La Journée internationale de l'alphabétisation conservera son individualité [...] Elle occupera une place prédominante et spécifique et sera précédée et/ou prolongée par des journées d'activités aptes à promouvoir le droit d'apprendre tout au long de la vie. La Journée internationale de l'alphabétisation sera donc reliée au mouvement plus large d'éducation des adultes auquel elle contribue. L'importance de l'alphabétisation s'en trouvera renforcée et en retour la Journée internationale de l'alphabétisation donnera de l'énergie à la Semaine des apprenants adultes.**

*Bulletin de l'UNESCO*, n° 1

La Semaine internationale des apprenants adultes a été lancée officiellement par l'UNESCO le 8 septembre 2000 à Hanovre à l'occasion d'Expo 2000. Cette semaine consacrée aux apprenants adultes constitue une campagne de sensibilisation tant nationale qu'internationale en vue de stimuler la demande en éducation et l'élaboration de politiques efficaces d'éducation des adultes. Elle poursuit principalement les buts suivants :

- ◆ donner une place centrale aux apprenants adultes;
- ◆ célébrer le droit d'apprendre et le pouvoir transformateur de l'éducation tout au long de la vie;
- ◆ stimuler la participation des femmes et des hommes aux différentes façons d'apprendre;
- ◆ élargir l'accès aux services d'information, de conseil et d'orientation;
- ◆ intensifier les partenariats entre les divers agents de formation;
- ◆ relier à l'échelle mondiale les campagnes nationales et créer une synergie entre elles;
- ◆ instaurer à l'échelle internationale un partenariat entre les organismes concernés par la promotion de l'éducation tout au long de la vie.

Les organisateurs ont produit un guide pour illustrer les initiatives déjà en place dans divers pays, initiatives qui ont précédé ou suivi le lancement de la Semaine internationale des apprenants adultes par l'UNESCO, et pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives semblables dans les pays qui souhaitent se joindre à ce mouvement international. Plus d'une quarantaine de pays prennent déjà part à ce vaste mouvement en faveur de l'éducation tout au long de la vie. L'UNESCO invite les autres pays à adhérer à ce mouvement en organisant leur semaine nationale des apprenants adultes en association avec les célébrations de la Journée internationale de l'alphabétisation.

Les autorités canadiennes, tant provinciales que fédérales, ont été invitées à mettre sur pied une semaine des apprenants adultes au Canada. De même, on a incité le comité canadien de suivi de la Conférence de Hambourg, mis en place par la Commission canadienne pour l'UNESCO et regroupant à la fois des représentants gouvernementaux et des représentants non gouvernementaux, à se mobiliser pour préparer des activités en ce sens partout au Canada. Une telle semaine devrait certes nous inspirer, mais constituer aussi une occasion de célébrer les apprenants adultes et de nous mobiliser en faveur de l'éducation tout au long de la vie.■

*\*Diane Laberge est chargée de programme, Éducation, à la Commission canadienne pour l'UNESCO.*



### Pour en savoir davantage sur ce sujet, consultez les sites Web suivants :

UNESCO : <http://www.unesco.org>

Institut de l'UNESCO pour l'éducation : <http://www.unesco.org/education/ui/>

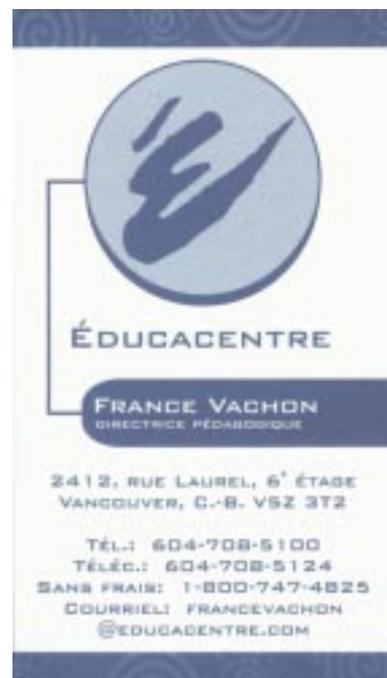
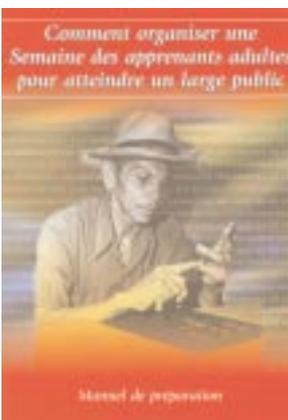
Commission canadienne pour l'UNESCO : <http://www.unesco.ca>

### Pour obtenir les documents suivants :

◆ une trousse d'animation produite par la Commission canadienne pour l'UNESCO sur la 5<sup>e</sup> Conférence internationale sur l'éducation des adultes « Renouveler notre vision d'éducation des adultes »,

◆ le manuel *Comment préparer une Semaine des apprenants adultes pour atteindre un large public*.

Transmettez votre demande par courriel à l'adresse suivante : [diane.laberge@unesco.ca](mailto:diane.laberge@unesco.ca)





# La réalité des mariages exogames

Par Marie-Ève Thérien

L'exogamie est le mariage entre deux personnes, l'une francophone et l'autre anglophone. Au Canada, pays où les francophones et les anglophones coexistent souvent dans un rapport minoritaire et majoritaire, l'exogamie est un phénomène qui prend de l'ampleur.

Le chercheur et professeur Roger Bernard de l'Université d'Ottawa, aujourd'hui décédé, a effectué des travaux considérables sur la question des mariages exogames. Dans son œuvre *Le Canada français : entre mythe et utopie*, il explique et retrace la progression de l'exogamie dans la société canadienne. « Depuis la fin des années 1960, l'exogamie est devenue un phénomène social qui caractérise l'évolution des communautés francophones et acadiennes qui se trouvent en situation minoritaire au Canada<sup>1</sup> », soutient-il. Ainsi, avant les années 1960, les mariages endogames,

c'est-à-dire entre deux personnes de même culture, étaient la norme sociale chez les francophones minoritaires du Canada. Avec le temps, les communautés francophones se sont dispersées pour différentes raisons. Le professeur Bernard explique que « les francophones sont de plus en plus minoritaires, dispersés, bilingues et, par conséquent, anglicisés; ces quatre conditions expliquent en partie le passage de l'endogamie à l'exogamie<sup>2</sup> ».

Si l'on observe ce phénomène pour les francophones, qu'en est-il pour les anglophones? Quelle est la place réservée à la langue des gens en situation minoritaire? Les paragraphes qui suivent proposent un aperçu de la réalité linguistique de francophones et d'anglophones qui partagent leur vie avec un conjoint appartenant à l'autre groupe linguistique. Dans chacun des cas, l'un des conjoints vit en milieu minoritaire.

## Dualité linguistique au quotidien

Bien que les couples exogames aient plus de facilité à comprendre le quotidien d'un autre couple exogame, chaque couple vit son histoire d'une façon bien particulière. Ainsi, Patrick Chouinard, de Fredericton, au Nouveau-Brunswick, est marié à une anglophone depuis plus de vingt ans. Sa conjointe a une connaissance très restreinte du français. Même si le couple parle davantage l'anglais que le français, la vie familiale se déroule dans les deux langues. Les enfants parlent à leur mère en anglais et à leur père en français. « J'ai toujours essayé de leur faire comprendre l'importance de bien s'exprimer dans les deux langues », soutient M. Chouinard. Il ajoute qu'il est tout de même conscient du sort souvent réservé à sa langue. « Même si mes enfants ont fréquenté des écoles françaises jusqu'à la fin de leur secondaire, cela n'a pas toujours été facile de les inciter à parler français. À l'adolescence, mes enfants étaient souvent portés à parler anglais avec leurs amis francophones. L'anglais était considéré comme plus *cool*. »

Même si M. Chouinard tient beaucoup à ce que ses enfants n'oublient pas le français, il connaît l'importance de maîtriser l'anglais pour s'insérer plus facilement dans le marché du travail. « Pour avoir un bon emploi au Nouveau-Brunswick, les francophones doivent parler anglais. Le problème, c'est que la vie professionnelle se passe si souvent en anglais seulement que les francophones peuvent rapidement oublier leur langue. Je le sais, moi, ça m'est presque arrivé quand j'étais plus jeune. Il a fallu que je prenne conscience de ce qui m'arrivait avant de commencer à faire les efforts nécessaires pour conserver ce qui me restait de ma langue maternelle. Et encore aujourd'hui, je me retrouve dans un milieu professionnel où la langue d'usage est l'anglais. » Il ajoute que sa participation aux activités des organismes francophones de Fredericton l'a grandement aidé à s'épanouir dans sa langue.

Même opinion de la part d'Edna Hall, de Three Rocks, à Terre-Neuve, qui vit également un certain tiraillement entre les deux langues. Francophone de naissance, Mme Hall, née Gallant, n'a pu fréquenter l'école française puisqu'il n'y en avait pas dans la région qu'elle habitait. Enfant, sa vie familiale se déroulait en français, tandis qu'à l'école et avec ses amis elle parlait anglais. Aujourd'hui, la langue d'usage dans son foyer est l'anglais. Elle a épousé un anglophone qui ne parle pas français. Elle communique toutefois avec ses enfants en français. « Mes enfants sont allés à l'école en français. Je fais encore beaucoup de bénévolat à cette école. Je donne un coup de main aux enseignants et aux élèves. »

Elle a transmis le français à ses enfants, bien sûr, pour leur donner accès à de meilleurs emplois, mais surtout et avant tout parce que, pour elle, le fait que ses enfants connaissent sa langue maternelle est une question de fierté. « Mes enfants sont fiers de connaître la langue de leur mère comme moi je suis fière d'avoir conservé la langue de mes parents. Mais, ce n'est pas facile; je cherche souvent mes mots, et eux aussi. » C'est par des efforts quotidiens qu'elle transmet sa langue, et ce, de façon orale, car elle n'écrit presque pas en français. « Ma fille ne parle pas à son fils en français. C'est moi qui lui apprend. »

Comme le laissent entrevoir Mme Hall et M. Chouinard, les parents ne peuvent pas prévoir si leurs enfants délaisseront le français. France Surprenant-Kyte, d'Ottawa, est mère d'une petite fille de quatre ans et attend un autre enfant. Son conjoint ne parle pas français, mais elle ne s'inquiète pas pour autant de l'avenir du français dans sa famille. « Ma fille peut s'exprimer aisément dans les deux langues. C'est même elle qui pousse son père à apprendre le français », affirme-t-elle, le sourire aux lèvres. « Je ne lui parle jamais en anglais. Quand elle s'adresse à moi en anglais, je lui réponds que je ne comprends pas, qu'elle doit trouver les mots en français. Elle les trouve. »

Mme Surprenant-Kyte remarque qu'à l'école française que fréquente sa fille la majorité des compagnons de classe de sa fille viennent également de foyers exogames. « Ils n'ont que

quatre ans, et ils se parlent encore en français. On verra à l'adolescence. Je devrai peut-être me montrer ferme. » Mme Surprenant-Kyte admet qu'il est trop tôt pour pouvoir dire si sa fille conservera son français, mais elle a bon espoir. « L'important, c'est qu'elle aime sa langue maternelle. »

Gail Enwright-Lalonde habite Prince Arthur, en Saskatchewan. Elle a épousé un Fransaskois qui lui a transmis son amour du français. Mme Lalonde a appris le français après son mariage. « Mon mari et moi avions convenu que tout devrait se passer en français à la maison jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de cinq ans. Nous voulions leur assurer une bonne base en français. » Elle précise en riant qu'elle a appris à parler français en même temps que ses enfants. « Nous avons quatre enfants. J'ai donc parlé longtemps en français à la maison. » Encore aujourd'hui, même si ses enfants ont dépassé l'âge de cinq ans, elle estime que dans sa famille on parle beaucoup plus souvent français qu'anglais. « Nous parlons français entre nous et les enfants vont à l'école française, mais l'éducation religieuse et les activités parascolaires se passent en anglais. »

La gestion d'un foyer bilingue n'est pas toujours chose facile et continue de la mettre au défi sur une base quotidienne. Mme Lalonde souligne qu'elle n'a pas eu beaucoup de soutien de la part de sa famille. « Quand les enfants étaient jeunes, ma mère ne pouvait pas communiquer avec mes enfants, qui ne parlaient pas anglais. Elle avait du mal à accepter la situation. » Aujourd'hui, les frustrations sont d'un tout autre ordre. « Je ne maîtrise pas parfaitement le français et je trouve difficile de me faire entendre par mes enfants. »

Maureen Bridges, qui a habité Québec et Montréal, sait ce que c'est, elle-aussi, que de se faire corriger souvent en français. Il existe toutefois une différence assez marquée entre les deux femmes. Mme Bridges a complètement cessé de parler anglais pendant une longue période de sa vie. Ce n'est que récemment qu'elle a recommencé à s'exprimer dans la langue de son enfance.

Née à Montréal d'une mère québécoise pure laine et d'un père d'origine irlandaise, Mme Bridges a d'abord

appris à parler anglais. Après le divorce de ses parents, elle a vécu dans la famille de sa mère aux alentours de Québec. C'est à ce moment-là que commence son apprentissage du français. Elle a quatre ou cinq ans. Sa mère l'a inscrite à l'école française et elle s'y est fait des amis. À peine un an plus tard, elle ne s'exprimait plus qu'en français.

Aujourd'hui, Mme Bridges explique que, même si l'anglais a complètement disparu de sa vie pendant de nombreuses années, cette langue ne l'a jamais vraiment quittée. « C'est difficile de se faire passer pour une francophone avec un nom comme Maureen Bridges. Les gens pensent tout de suite que je suis anglophone. » Elle parle également des défis que lui donne l'écriture. « Je me souviens que les professeurs corrigeaient souvent mes structures de phrase à l'école. J'écrivais en français avec des tournures anglaises. D'ailleurs, il m'arrive encore de faire ce type d'erreurs. »

Mme Bridges s'est souvent interrogée sur son identité : suis-je francophone ou anglophone? Elle conclut : « Je suis un peu des deux avec tout ce que cela représente de défis. »

Même si la façon de gérer la dualité linguistique dans ces foyers comporte des similitudes, ces francophones et ces anglophones accordent tous beaucoup d'importance au bilinguisme. Ils considèrent que la langue de leur conjoint ou conjointe leur apporte un précieux bagage culturel et une plus grande ouverture d'esprit; leurs rapports avec les deux langues déterminent une grande part de leur identité.

Enfin, les conjoints d'un couple hexogame doivent être conscients que leur langue et leur culture respectives peuvent influencer leur façon d'interpréter une situation. Leurs valeurs personnelles sont souvent remises en question et peuvent faire l'objet de discussions animées. Il leur faut apprendre à relever ces défis. ■

<sup>1</sup> Roger Bernard, *Le Canada français : entre mythe et utopie*, Le Nordir, 1998, p. 87.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 95.



# Intégrer les élèves aux communautés francophones, c'est important!

## Entrevue avec Yvon Mahé

*Par Richard Lacombe, responsable des communications, Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)*

*M. Yvon Mahé est membre du comité consultatif des Stages de perfectionnement de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF). Chaque année, l'ACELF reçoit des intervenantes et des intervenants en alphabétisation des adultes pour un ressourcement éducatif et culturel en langue française. Organisé en partenariat avec la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, ce stage de perfectionnement permet des échanges de connaissances, d'innovations pédagogiques, d'expériences culturelles et de vécus reliés aux besoins qu'expriment les stagiaires. Une équipe d'animatrices et d'animateurs chevronnés provenant de toutes les régions du Canada encadre les stagiaires avec souplesse et ouverture.*

### **R. L. Pourquoi est-il si important d'intégrer les élèves dans leur communauté francophone?**

**Y. M.** On parle ici d'un enjeu important, peut-être du principal enjeu pour la survie et le développement des communautés francophones au Canada. On voit de plus en plus la nécessité absolue d'intégrer l'élève pour qu'il se forge une identité culturelle franco-canadienne forte et durable. En fait, en milieu minoritaire, la communauté francophone est le principal lieu où les jeunes approfondissent leur français et acquièrent leur identité et leur culture franco-canadiennes. Ainsi, plus l'intégration de l'élève francophone à la communauté francophone sera concrète et positive, plus l'élève aura de chances de se forger une identité franco-canadienne qu'il conservera toute sa vie. Par contre, sans intégration, les chances pour qu'il y parvienne sont beaucoup plus faibles.

### **R. L. Est-il réaliste de croire que l'école peut réaliser avec succès cette intégration?**

**Y. M.** Seule une collaboration étroite entre l'école et la communauté peut rendre possible cette intégration.

L'école ne peut, à elle seule, donner un sens aux apprentissages en français et à la construction de l'identité et de l'appartenance culturelles franco-canadiennes des jeunes. Ces apprentissages doivent être reliés à des contextes réels d'utilisation du français. Pour ce faire, la famille est, à mon avis, le premier partenaire à considérer. Par ailleurs, la communauté francophone et ses divers milieux de vie française ont aussi une responsabilité de premier plan. L'intégration d'une identité et d'une appartenance culturelles franco-canadiennes fortes et durables a plus de chances de se réaliser et de se maintenir si le jeune apprenant francophone appartient à une communauté francophone et demeure au sein de celle-ci. Cela est vrai sur le plan local, mais aussi à l'échelle régionale, nationale et internationale.

### **R.L. Qu'est-ce que les expériences d'intégration apportent concrètement aux jeunes?**

**Y. M.** L'objectif est d'amener l'élève à apprendre à vivre au sein de sa communauté, à développer un sens d'appartenance et d'engagement envers sa communauté et envers la francophonie en général, à acquérir des savoirs en francophonie. L'élève en apprend beaucoup au sujet de sa

communauté et de la francophonie : son histoire, son leadership, ses services, sa place et sa valeur dans la société, la province et le pays. L'élève apprend aussi à être à l'aise au sein de sa communauté, de la francophonie et de la culture franco-canadienne, dans ses manières de s'exprimer, de se rassembler, de faire, de vivre, dans ses croyances, ses aspirations, sa vitalité. La langue française, la communauté francophone, la francophonie et la culture franco-canadienne doivent être naturelles, même pour l'élève qui vit en situation anglo-dominante au Canada. Enfin, l'élève apprend à agir avec et dans sa communauté en développant l'habileté de s'intégrer et de contribuer à la vitalité de la communauté francophone, à son épanouissement, à sa légitimité, et idéalement à jouer un rôle de soutien, de leadership et d'appartenance soutenue en francophonie, peu importe où l'amèneront son travail ou ses amours.

**R. L. Dernièrement, vous avez collaboré à la préparation d'un cahier de stratégies et d'outils pour réaliser des projets en intégration communautaire avec des élèves de la maternelle à la douzième année. De quoi s'agit-il exactement?**

**Y. M.** La Fédération des parents francophones de l'Alberta a publié, en collaboration avec la Direction de l'éducation française du ministère de

l'Apprentissage de l'Alberta et l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), un cahier pédagogique à l'intention des écoles et des communautés francophones. Intitulé *L'Élève au cœur de la communauté*, ce cahier propose des stratégies et des outils qui peuvent inciter l'école et la communauté à collaborer à des projets qui fourniraient aux élèves de la maternelle à la douzième année des expériences d'apprentissages identitaires, culturels et communautaires au sein même de la communauté francophone. Ces projets apprennent aux élèves à connaître un des milieux de vie de la communauté et à s'y intégrer, tout en poursuivant des objectifs ou des résultats d'apprentissage reliés à une matière scolaire ou à plusieurs matières scolaires à la fois dans une approche interdisciplinaire. Le contenu de ce cahier s'adapte aussi facilement aux adultes en démarche d'alphabétisation.

**R. L. Quel lien existe-t-il entre l'alphabétisation et l'intégration des élèves à la communauté?**

**Y. M.** En milieu minoritaire, l'éducation doit amener les élèves et les apprenants à prendre conscience de leur identité francophone. Cette « réussite identitaire » touche trois grandes dimensions : les apprentissages scolaires, les apprentissages personnels (apprendre à se connaître soi-même) et les apprentissages communautaires (apprendre à contribuer au développement de sa communauté et de la société en tant que citoyen

francophone). En renforçant son identité, l'apprenant francophone maîtrise mieux les habiletés nécessaires pour participer à la vie de sa communauté. Mieux consciente de son identité et habitée d'une estime de soi renforcée, la personne alphabétisée exerce une influence positive au sein de sa famille et de sa communauté.

**R. L. À qui ce cahier s'adresse-t-il précisément et quel en est le contenu?**

**Y. M.** Ce cahier est destiné aux enseignants dans les écoles francophones et aux composantes communautaires des communautés francophones du Canada. Il se divise en trois parties. La première partie traite des fondements de l'intégration de l'élève à la communauté francophone. La deuxième comporte trois sections consacrées à chaque partenaire engagé dans l'intégration de l'élève à la communauté, soit la composante communautaire, l'école et la famille. Chacune de ces sections fait connaître l'orientation particulière au rôle de l'intervenant et propose un cadre d'accompagnement et de gestion pour l'intervenant. Enfin, la dernière partie du cahier présente le matériel d'accompagnement composé principalement d'outils de gestion des apprentissages chez les élèves et d'outils de gestion des étapes et des résultats du projet. Cette dernière partie comprend aussi des exemples de projets mis à l'essai et une banque d'idées de projets en intégration de l'élève à la communauté. ■

*On peut se procurer le cahier *L'Élève au cœur de la communauté* et se renseigner sur les forfaits de formation à la Fédération des parents francophones de l'Alberta, au 8627, rue Marie-Anne-Gaboury, bureau 203, Edmonton (Alberta) T6C 3N1.*

*Téléphone : (780) 468-6934. Site Internet : [www.francalta.ab.ca/fpfa](http://www.francalta.ab.ca/fpfa).*

*Courrier électronique : [fpfa@francalta.ab.ca](mailto:fpfa@francalta.ab.ca).*

# Devenez ami(e) de l'alphabétisation

**Devenez ami(e) de l'alphabétisation et recevez chez vous le bulletin trimestriel de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), A à Z.**

Envoyez vos coordonnées à la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), au 235, chemin Montréal, pièce 205, Vanier (Ontario) K1L 6C7.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Province \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Téléphone ( ) \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_

Vous souhaitez recevoir des exemplaires supplémentaires de la revue *À lire*?  
Faites-en la demande à la FCAF.

Téléphone : **(613) 749-5333**, sans frais : **1 888 906-5666**.

Vos commentaires à propos du présent numéro de la revue *À lire* :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

*La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) existe depuis 1991. Cet organisme fait la promotion de l'alphabétisme chez les francophones et sensibilise l'ensemble de la population à l'importance d'apprendre tout au long de la vie.*

Pour obtenir plus de renseignements sur la FCAF, téléphonez au (613) 749-5333 ou, sans frais, au 1 888 906-5666. Vous pouvez aussi communiquer par courrier électronique à l'adresse suivante : [alpha@fcaf.franco.ca](mailto:alpha@fcaf.franco.ca)



### Centre éducatif communautaire de l'Alberta

#### Centre du Nord-Est

C.P. 1687, St-Paul (Alberta) T0A 3A0

Téléphone : (780) 645-6604

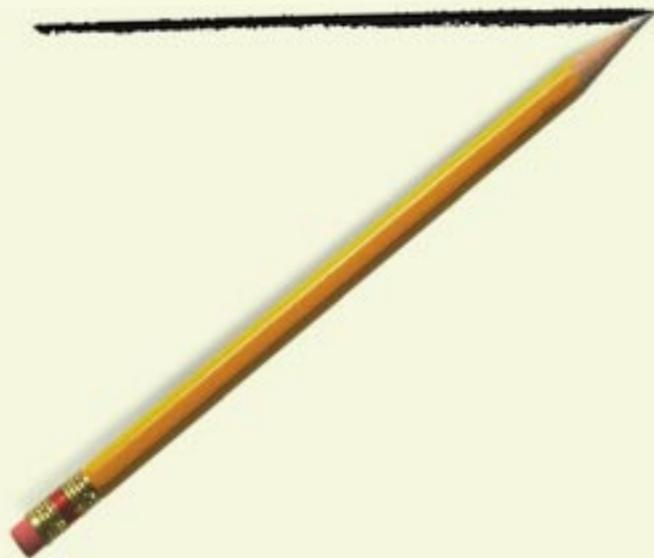
Télécopieur : (780) 645-4138

Courriel : [ceca@mcsnet.ab.ca](mailto:ceca@mcsnet.ab.ca)

**Pour vos besoins  
en formation :**

- **éducation  
des adultes**
- **alphabétisation**

# Alphabétisation c'est l'abc de Liberté



**Postes Canada**  
encourage la lutte pour l'alphabétisation.

Postes Canada offre des services étroitement liés au monde de l'écrit. Nous comprenons donc l'importance de l'alphabétisation pour les individus et la société. Et c'est pourquoi nous encourageons l'alphabétisation depuis déjà 10 ans.



Apprendre à lire, écrire, compter  
C'est trouver la clé de la liberté  
Pour laisser entrer le savoir  
Et s'ouvrir sur le monde

*L'espace d'un instant*

*Si j'étais le jour, je serais lumière*

*Si j'étais la nuit, je garderais mes plus beaux mystères*

*Si j'étais une saison, je sorterais mes plus belles couleurs*

*Si j'étais un instrument de musique, je deviendrais un piano pour la douceur*

*Si j'étais une surprise, je serais un clown pour faire rire les enfants*

*Si j'étais une armure, il faudrait qu'elle soit de patience*

*Si j'étais la motivation, je t'apprendrais à te faire valoir*

Extrait d'un poème rédigé par un groupe d'employés d'Agropur  
(fromagerie d'Oka) au terme d'une formation en compétences de base.

